

# La Voix des Communistes



n°24  
Septembre  
2018  
2€

Journal central du RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES - Marxistes Léninistes

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

## LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT VAINCRE LA BOURGEOISIE SANS UN VÉRITABLE PARTI COMMUNISTE MARXISTE LÉNINISTE

**Dans sa lutte contre le pouvoir uni des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir en tant que classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct et opposé à tous les anciens partis politiques créés par les classes possédantes.(..)**

**La coalition des forces de la classe ouvrière, déjà obtenue par la lutte économique, doit ainsi lui servir de levier dans sa lutte contre le Pouvoir politique de ses exploiters.**

K. Marx

## Sommaire

### 3 ÉDITORIAL

**4-8**      **ÉTAT DE LA LUTTE DE CLASSE  
BILAN ET PERSPECTIVES**

**9-11**     **LES CAUSES DE LA DÉGÉNÉRESCENCE  
SOCIAL-DÉMOCRATE DU PCF**

**12-21**    **38e CONGRES DU PCF**

**22-30**    **LE PEUPLE KURDE CIBLE DE TOUTES LES  
FORCES RÉACTIONNAIRES**

**31-32**    **LA QUESTION MIGRATOIRE**

**Rassemblement Organisé des communistes Marxistes Léninistes (ROCML)** est né en 2010 d'un processus d'unification de militants communistes. Les militants ont comme base idéologique la théorie scientifique du marxisme-léninisme. Le PCF s'est écarté de la voie révolutionnaire et a mené les travailleurs à la défaite en trahissant leur cause.

Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction d'un parti révolutionnaire pour tous les travail-

leurs de France. Il diffuse la **Voix des Communistes**, qui est son journal théorique et politique.

## CONTACTS

**Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes**

roc.ml@laposte.net

<http://rocml.org/>

**Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste**

<http://rocml.org/jeunes-communistes/>

jcml.nationale@yahoo.fr

La première moitié de cette année 2018 aura été marquée par une série de grèves et de mouvements revendicatifs dont le plus important a été la grève des cheminots. Si cette grève n'a pas atteint les résultats escomptés, elle a été un exemple concret de la lutte de classes que se livrent les deux classes fondamentales de la société capitaliste, le prolétariat et la bourgeoisie, classes aux intérêts fondamentalement antagonistes, lutte qui ne peut être résolue que par le renversement du capitalisme et son remplacement par un mode de production supérieur, le socialisme puis le communisme.

La lutte des cheminots a montré clairement le rôle fondamental que joue l'Etat et son gouvernement dans la défense et la promotion des intérêts de la classe capitaliste, rôle qui a valu à Mr Macron le surnom de président des riches.

Dans cette bataille, la bourgeoisie apparaît comme la grande bénéficiaire. Pourtant, sa domination sur la société n'en sort pas renforcée. Le développement du mode de production capitaliste dans le monde a bouleversé la division internationale du travail, exacerbé la concurrence, la remise en cause de la hiérarchie des nations impérialistes. Depuis la crise de 2008/2009 la reprise des affaires se fait attendre. Cela entraîne l'impérialisme français à accentuer sa politique impérialiste pour défendre sa zone d'influence. C'est autour de la question de la place de la France en Europe et dans le monde que sont recomposées les lignes de démarcation entre les diverses fractions de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Elles traversent tous les partis : européenistes et libres échangistes d'un côté, nationalistes et protectionnistes de l'autre. Sur le plan intérieur la bourgeoisie française n'a pas d'autre alternative que de faire peser sur le prolétariat les effets de ce rééquilibrage et de la crise du système impérialiste.

Au fil des années, confrontée à la résistance des travailleurs elle a pris du retard **par rapport à ses concurrents, anglais et allemands pour baisser le « coût » de la force** de travail (baisse du salaire réel, dégradation des appareils de protection sociale, de santé, flexibilité de l'appareil productif ....) . Elle ne peut plus comme avant obtenir la paix sociale en concédant par le dialogue, le partenariat social, quelques revendications portées par les réformistes. C'est ce qu'a montré la grève des cheminots.

Dans le camp des travailleurs cette situation entraîne des militants syndicaux et politiques, notamment dans la CGT et le PCF à prendre conscience des faiblesses du mouvement ouvrier. Des prises de positions en témoignent ainsi que les discussions au sein des syndicats, UD et UL CGT. Les solutions qu'ils proposent sont pourtant soit partielles, soit ne tiennent pas compte de l'état réel du mouvement ouvrier, de son état de conscience anti-capitaliste et des causes de cette situation. Nous analysons cette situation dans l'article « *Bilan et perspectives* ». Nous y identifions la cause principale des difficultés du mouvement ouvrier : le prolétariat est orphelin de ses organisations de classe et en particulier de son parti indépendant de tous les autres partis de la bourgeoisie.

D'ici la fin de l'année se tiendra le congrès du Parti « Communiste » Français. Le ROCML est attentif aux débats qui s'y développent, même s'il pense qu'ils ne portent pas sur les racines du mal qui a détruit ce parti en tant que parti communiste. Pour aider les militants ouvriers et les communistes sincères à y voir clair, nous établissons dans ce numéro l'historique de sa dégénérescence et montrons l'illusion de ceux qui croient encore à son redressement.

**Nous affirmons en conséquence que l'objectif que doivent se fixer les communistes et tous les militants syndicalistes de lutte de classe c'est d'édifier un nouveau parti communiste fondé sur un retour aux sources du marxisme léninisme.**

## ETAT DE LA LUTTE DE CLASSE

### BILAN ET PERSPECTIVES

Aujourd'hui, dans le mouvement ouvrier et communiste, il est souvent mis en avant la faiblesse du mouvement et l'échec des mobilisations revendicatives, si cela continue comme cela « on est mort » entend-on dire.

S'en tenir à ce constat bien réel n'est pourtant pas suffisant si l'on veut trouver les solutions pour sortir de cette situation. La situation dans le camp de la bourgeoisie, les contradictions qui s'aggravent pour elle dans la société capitaliste et qui poussent à mettre en avant la nécessité d'une rupture radicale avec le capitalisme sont à prendre en considération. Le dynamisme de la lutte prolétarienne n'est pas le résultat d'idées préconçues sorties de l'esprit, elle est à découvrir dans la société et le développement de la lutte de classe.

Aujourd'hui, la bourgeoisie n'a pas réussi à vraiment sortir depuis 2008 d'une situation de crise. C'est pourquoi elle n'a d'autre alternative que de s'en prendre aux travailleurs pour assurer la reproduction du capital avec profit avec comme conséquences inévitables l'accentuation de leur exploitation, le chômage, le racisme, la guerre, les conflits ethniques et communautaristes...

Mais en menant cette politique, elle est loin de maîtriser la situation. Les contradictions entre les différentes fractions de la bourgeoisie et leurs partis s'aggravent. En témoignent les « scandales » d'état qui s'enchaînent et qui révèlent ses faiblesses et la difficulté à exercer son pouvoir.

Pour les marxistes-léninistes la question « quelle classe détient le pouvoir ? » est au cœur de la compréhension des conflits au sein du capitalisme. Quoi que fasse la bourgeoisie, elle ne peut résoudre les problèmes qui s'imposent à elle. Ce ne sont pas les « mauvaises politiques » de tel ou tel politicien qui sont en cause. C'est pourquoi, quelle que soit la politique menée, le prolétariat et tous les travailleurs sont

entraînés à connaître une situation de plus en plus difficile et précaire et à subir des comportements et idées réactionnaires, extrémistes.

La situation internationale intervient dans les difficultés de chaque bourgeoisie dans le monde. Les relations entre les pays impérialistes, leur mode de domination, les alliances et affrontements influent sur la situation intérieure d'un pays. L'affaiblissement du mouvement communiste a aussi des conséquences majeures négatives sur le niveau de combativité des travailleurs et leur mobilisation contre les attaques de la bourgeoisie. Sans comprendre cette situation objective nationale et internationale, les communistes et les travailleurs sont désarmés, incapables de mener une lutte de classe efficace.

Cette lutte ne peut être suscitée par la simple agitation. L'évolution des conditions objectives joue un rôle fondamental et les communistes doivent orienter cette lutte par un travail d'analyse scientifique de la réalité. Une organisation qui ne maîtrise pas la théorie marxiste-léniniste, qui ne fonctionne pas sur la base du centralisme démocratique, qui ne s'investit pas au sein de la classe ouvrière n'a pas d'avenir. Voilà pourquoi les communistes ml travaillent à la construction d'une organisation politique communiste indépendante de la bourgeoisie dont la tâche **fondamentale est de construire la ligne théorique-politique du prolétariat**. C'est un vaste programme : analyse du capitalisme, de l'impérialisme (autrement dit le capitalisme aujourd'hui, ses contradictions et difficultés), la composition de la classe ouvrière, l'évolution de la société, des mouvements ouvriers dans les 30-40 dernières années, les formes de la lutte, du type de revendications, avec quelle organisation, les raisons des échecs et des succès...

#### La situation en France

Depuis quelques années, le pouvoir d'État sous les gouvernements Sarkozy, Hollande et maintenant Macron a entrepris de manière continue une vaste offensive visant à supprimer toutes les conquêtes sociales et les concessions faites aux travailleurs, pour permettre aux capitalistes de renforcer et rationaliser avec profit l'exploitation de la force de travail.

Durant les premiers six mois de cette année, on a vu les travailleurs de la santé, les fonctionnaires et les retraités se mobiliser pour revendiquer et protester contre les mesures prises ou annoncées par le gouvernement. Des milliers de jeunes ont manifesté avec des formes de lutte diverses, occupation de leur fac comprise. Nombre de grèves ont été déclenchées dans divers secteurs.

Mais c'est par la lutte des cheminots que la confrontation entre les travailleurs et le pouvoir de la bourgeoisie a pris un caractère d'un affrontement politique entre les deux classes fondamentales aux intérêts diamétralement opposés de la société capitaliste : le prolétariat et la bourgeoisie.

Voilà pourquoi nous avons encouragé les travailleurs, là où nous étions, à tout faire pour que la lutte des cheminots soit victorieuse, **pour l'intérêt de toute la classe et de la lutte contre les autres « réformes » prévues par le gouvernement.** Cette lutte, sa durée, quelles qu'en soient les faiblesses et les critiques que l'on peut en faire entraîne chez les syndicalistes et militants politiques une réflexion, une prise de conscience accrue du caractère de classe de l'État bourgeois, de la nécessité de s'organiser pour lutter.

Instruits par les luttes précédentes contre les lois travail, les militants et syndicalistes conscients craignent que cette lutte ne se termine aussi par une défaite des cheminots.

Certains préconisent la grève nationale générale illimitée ou non. Des initiatives sont prises par certaines UD et UL CGT pour préparer le prochain congrès de la CGT en 2019 et changer la politique syndicale. D'autres regrettent que la solidarité n'ait pas été systématiquement organisée et généralisée pour mobiliser l'ensemble des travailleurs derrière la lutte des cheminots. **Ces questions et bien d'autres doivent être discutées librement, ouvertement dans les syndicats CGT.**

Aux camarades fatalistes qui craignent une démobilisation des travailleurs si la lutte des cheminots n'aboutit pas, nous disons que la lutte de classe est une réalité objective indépendante de la volonté des capitalistes comme des prolétaires. Elle est provoquée par l'aggravation des contradictions du système lui-même, et d'autres affrontements entre le capital et le travail, même plus âpres auront lieu à l'avenir. Les travailleurs font leur propre expérience dans la lutte et sauront tirer les leçons de leurs victoires et surtout de leurs échecs. La propagande et l'agitation des communistes aidera à cette prise conscience. La conscience de classe n'est pas simplement le résultat d'un simple travail d'explication et d'agitation. La prise de conscience est le résultat de l'expérience de la lutte éclairée par l'analyse scientifique de la théorie marxiste-léniniste.

Aujourd'hui chaque lutte et chaque défaite peut conduire à une prise de conscience de classe d'un niveau supérieur. Celle des cheminots entraîne les militants politisés à se poser des questions et à essayer de trouver des solutions pour retrouver le chemin de la lutte victorieuse. Bien que le mouvement n'ait pas gagné, la durée, la ténacité, les diverses formes de lutte inquiètent la bourgeoisie. Elle s'inquiète des dangers provenant des extrémistes et au nom de la lutte contre eux elle s'en prend aux syndicalistes, aux étudiants, aux militants solidaires avec les migrants, aux

jeunes des quartiers défavorisés. L'affaire Benalla illustre cette nervosité des milieux dirigeants bourgeois qui les pousse à fermer les yeux sur des méthodes policières « hors la loi ». Ces pratiques sont inhérentes à l'État bourgeois qui a peur du développement de la lutte de classe.

### **Des causes fondamentales de la faiblesse du mouvement ouvrier**

**La lutte des cheminots a révélé au grand jour les faiblesses politiques et syndicales des prolétaires. En comprendre les raisons permet d'agir pour les combattre.**

L'échec des luttes c'est l'échec du réformisme et des illusions qu'il a propagé chez les travailleurs !

La domination politique et syndicale du réformisme n'est pas récente. Les réformistes ont longtemps entretenu et continuent d'entretenir l'illusion qu'on peut obtenir des concessions de la bourgeoisie par une politique de « dialogue social » et de partenariat. Les syndicalistes sont devenus des co-gestionnaires du capitalisme. Cette politique a eu comme première conséquence l'affaiblissement des syndicats.

**Les organisations syndicales se sont éloignées des travailleurs pour plusieurs raisons :**

**La disparition des grandes concentrations et sites industriels (1980- mines, sidérurgie). La réorganisation du capital : la délocalisation, l'externalisation...etc.**

**L'évolution de la division du travail (sous-traitance, intérim, salariés détachés, salariés prêtés, cdd, stagiaires, apprentis...)**

**L'organisation hiérarchique des travailleurs (division des salariés sur la base des diverses catégories : ouvriers, etams et cadres) et parfois sur des critères ethniques.**

**Sans oublier la pression permanente de la bourgeoisie sous toutes ses formes : licenciement,**

**harcèlement, discrimination, corruption ou tentative de corruption.**

**Le comportement corporatiste :** les élus des syndicats ne se sont pas considérés comme les élus de la classe dans son ensemble mais de leur corporation, des seuls travailleurs sur leur lieu de travail. Il s'est exprimé par exemple chez les cheminots ou les infirmiers depuis longtemps. On a cru qu'on pouvait défendre l'intérêt des travailleurs et salaires dans le cadre réduit de l'entreprise de façon durable. **Cette illusion toujours très vivace dans la conscience de la classe ouvrière doit être combattue.**

La classe ouvrière n'a pas aujourd'hui de conscience anticapitaliste même si les affrontements comme celui des cheminots avec le pouvoir d'état ont pris un caractère politique. Elle n'a pas compris, la distinction entre les revendications de caractère national de classe et le corporatisme. Pour exemples, la question des retraites (passage de 37 ans à 42,5 ans) et celle des droits de représentativité syndicale. En fait, ce sont des régressions qui touchent toute la classe.

Pour expliquer les défaites, certains militants mettent en cause le rôle négatif des confédérations syndicales actuelles. Loin de nous de prétendre défendre les dirigeants des confédérations ou leur politique. Aucune direction de confédération ne défend une position de classe. La revendication de l'abolition du salariat a été abandonnée depuis longtemps. On peut critiquer telle ou telle tactique ou pratique syndicale menée par une confédération. Mais pour les marxistes-léninistes, ce qui est essentiel, **c'est qu'une confédération a des adhérents, elle regroupe des travailleurs. Les luttes se produisent même contre la volonté et l'inertie des confédérations. Elles ne peuvent arrêter la lutte de classe.**

L'unité syndicale sur **la base de la défense des intérêts de classe et dans la lutte a toujours été la politique fondamentale des communistes.** Et cette unité sera d'autant plus solide et forte



**Mobilisation des dockers au Havre**

qu'elle sera dirigée par un véritable parti communiste.

**D'autres militants mettent en avant la question de la grève générale.** Mais étant donné le niveau actuel de conscience de classe elle n'est pas réalisable. La classe est loin de se mobiliser sur la base de revendications nationales à caractère politique. En témoigne l'initiative de la collecte de solidarité avec les cheminots qui n'a pas été généralisée par les syndicats, seulement 28000 personnes y ont contribué (c'est peu même si la somme recueillie dépasse le million d'euros)

De même les grandes manifestations sur les Champs-Élysées: cela a conduit à quels résultats? En revanche une vingtaine de syndicats ont demandé pourquoi les grèves n'ont pas été organisées en même temps dans plusieurs entreprises. Cela entraîne une autre question: pourquoi cela n'a pas été fait même par eux-mêmes?

Aucune des interrogations et propositions ne peuvent à elles seules résoudre la question de la mobilisation des travailleurs dans la lutte.

Elle est à la fois un problème de conscience et un problème organisationnel: par exemple, plus que 130 000 salariés travaillent sur l'aéroport de ROISSY. Ils sont éparpillés dans plus d'un millier d'entreprises et dans des centaines de syndicats. Dans d'autres secteurs, comme à Peugeot les travailleurs sont dispersés sur plusieurs centres sans compter les sous-traitants, l'externalisation et les intérim,

on arrive à un nombre considérable de travailleurs qui ne font pas partie de l'entreprise et qui travaillent ensemble. Comment les organiser en commun sur leur lieu de travail et coordonner leurs luttes? La réponse se fait attendre.

Quant à la conscience de classe anti-capitaliste, c'est là que l'existence du Parti politique de la classe ouvrière menant une politique indépendante de tous les autres partis bourgeois et petits-bourgeois est fondamentale.

### **Quelle politique pour les communistes ?**

Le rôle des communistes a toujours été comme exprimé dans le manifeste du parti communiste (Karl Marx) : Aider la classe à acquérir la conscience d'une classe luttant pour ses intérêts immédiats et stratégiques. Ils auront dans la lutte de classe à combattre concrètement l'influence du réformisme au sein de la classe et dans ses organisations.

Ils le feront en luttant contre l'apolitisme, le corporatisme, le communautarisme, et toutes les influences qui divisent de classe, contre le racisme et le FN. La lutte classe contre classe n'a pas une caractéristique nationale mais internationale.

Pour les marxistes léninistes, construire le Parti c'est construire une organisation politique de classe **dans la continuité qui permette de diriger toutes les formes de la lutte de la classe ouvrière** et de tous les travailleurs (politique, syndicale-économique, culturelle...etc.).

Sans une organisation communiste marxiste-léniniste, les expériences de lutte des travailleurs ne pourront servir pour les luttes à venir. Sans un parti communiste marxistes-léninistes, la lutte du prolétariat ne le conduira pas à renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

En résumé voici les tâches qu'impose l'évolution de la société aux communistes :

- Construire une organisation communiste au niveau national sans se limiter au

## ETAT DE LA LUTTE DE CLASSE BILAN ET PERSPECTIVES (suite)

seul travail syndical.

- Créer l'unité de la classe qui passe par la lutte idéologique et politique contre tous les partis politiques réactionnaires (bourgeois et petits-bourgeois)

- Mener une lutte théorique, idéologique et politique constante.

- Former les militants qui vont travailler au sein de la classe ouvrière.

- Militer dans les syndicats sur le lieu de travail, mais avec des perspectives nationales.

- Rechercher et mettre en œuvre des moyens et une organisation qui permettent de créer l'unité d'action des travailleurs regroupant CDI, Intérimaire, sous-traitant...

- Dénoncer régulièrement les manœuvres de la bourgeoisie, la mise en concurrence des travailleurs.

- Propager la solidarité de classe par tous les moyens. Exemple: la grève de solida-

rité nationale et régionale.

- Défendre et propager l'idée qu'il ne peut y avoir de solution aux problèmes que la bourgeoisie pose aux travailleurs dans la société capitaliste.

- Soutenir et participer aux luttes pour les revendications de classe partielles. Se battre pour les réformes liées aux intérêts de la classe n'est pas contradictoire avec la position précédente. Un communiste et tout travailleur sait très bien et l'actualité le prouve, que toute conquête sociale favorable aux travailleurs est tôt ou tard remise en question par le pouvoir bourgeois et les capitalistes qu'il sert.

**Notre tâche fondamentale aujourd'hui c'est de construire une organisation communiste politique de classe, guidée par la théorie marxiste-léniniste.**

**22 juillet 2018**



### Nos Brochures

**-LE PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS APRÈS LA PRISE DU POUVOIR PAR LES RÉVISIONNISTES KHROUCHTCHÉVIENS Par Bill BLAND**

**-CONTRIBUTIONS A L'ANALYSE DU PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS**

**•-A SIGNIFICATION HISTORIQUE DE L'OUVRAGE DE STALINE « LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DU SOCIALISME EN URSS » - Bill Bland 1994**

**Et les classiques du ML :Marx, Engels, Lénine, Staline à télécharger sur notre site**

# IL FAUT CREUSER JUSQU'À LEURS RACINES

## LES CAUSES DE LA DÉGÉNÉRESCENCE SOCIAL-DÉMOCRATE DU PCF

A l'approche du 38<sup>ème</sup> Congrès du Parti Communiste Français, un nombre croissant d'adhérents, individuellement ou collectivement, s'interrogent sur le déclin de leur parti, sur les causes de ses échecs et sur les possibilités de sortir de cette décrépitude.

Bien que tardives historiquement, ces interrogations sur la ligne du Parti, sa stratégie, ses tac-

de diagnostic aux causes, et à condition qu'elles ne s'arrêtent pas à mi-chemin.

*En général les textes publiés à cette date et qui critiquent la direction du parti restent, selon le ROCML, malheureusement superficiels, limités, et sur des points centraux erronés.*

On s'explique :

Les deux textes critiques

de la part de militants qui sont convaincus qu'ils sont dans un parti qu'ils considèrent comme étant encore ou pouvant redevenir un parti communiste digne de ce nom.

Le problème, c'est qu'ils n'ont pas encore compris que leur parti n'est plus communiste depuis longtemps. Le texte le plus audacieux

« Reconstituons le Parti de classe » annonce : « Notre texte constitue un appel à un vrai congrès extraordinaire, celui qui mettra à l'ordre du jour la rupture avec 25 ans de mutation... ». L'autre texte « Pour un manifeste du Parti Communiste du XXI<sup>ème</sup> siècle » est plus prudent (il est vrai qu'il vise à « unir » ) : « Ce travail conduira à interroger les choix stratégiques suivis depuis plusieurs années... ».



22e congrès du PCF

tiques, ses pratiques marquent une prise de conscience et une critique ouverte et plus approfondie du caractère erroné et contraire au marxisme révolutionnaire de cette ligne.

Il s'agit là d'une situation qui peut être porteuse d'alternatives idéologiques et politiques, à condition qu'elles aillent au bout de leur logique, à condition qu'elles aillent des sym-  
tômes au diagnostic, puis

de référence sont celui intitulé *Pour un manifeste du Parti Communiste du XXI<sup>ème</sup> siècle*, et le second *Reconstituons le parti de la classe*.

Ces deux textes partent de la même évidence : le déclin et l'effacement, voire la disparition de leur parti. Ils expriment la volonté de le défendre ou de le reconstruire.

Ce point de départ est réaliste et compréhensible

« 25 ans », « plusieurs années » ... Quelles conceptions de la stratégie et de la mutation sont-elles contenues dans ces limites temporelles ? Le PCF n'avait-il pas muté avant 1993 ? N'avait-il pas depuis longtemps fait les choix stratégiques qui l'ont conduit à la ruine en tant que parti communiste ?

Pour en juger, le ROCML propose à la réflexion des militants communistes honnêtes de

comparer deux textes du dirigeant historique du PCF, Maurice Thorez :

*« Par la grève politique de masse nous franchirons victorieusement l'étape actuelle et nous préparerons politiquement et organiquement le prolétariat à l'étape ultérieure **qui ne pourra être que la lutte directe pour le pouvoir et qui nécessitera l'insurrection armée.** »*

Germinal (pseudonyme de Maurice Thorez) Les Cahiers du Bolchévisme n° 1 janvier 1930.

16 ans plus tard, le 18 novembre 1946, Maurice Thorez déclara au journal britannique Times : *« Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes... »* N'y a-t-il pas là l'expression d'une mutation ou d'un nouveau choix stratégique ? « Ces chemins », le PCF les a empruntés sans discontinuer depuis, jusqu'à s'y perdre corps et âme, de congrès en congrès, d'élection en élection. Après la mort de Staline, le XXème congrès du glorieux Parti Communiste d'Union Soviétique manipulé par Nikita Khrouchtchev imposa au mouvement communiste international la théorie révisionniste social-démocrate du passage pacifique au socialisme. Le PCF se vit légitimé dans cette voie et s'y engouffra sans réserve.

Quelques Partis Communistes dans le monde n'acceptèrent pas cette

« mutation », en particulier le Parti du Travail d'Albanie et le Parti Communiste Chinois. Leurs textes furent interdits de publication au sein du PCF. Pourtant, dans les années

XXIXème congrès comme la lutte pour le socialisme de ses objectifs. Au XXXIIIème congrès, le concept de lutte des classes n'est plus décliné qu'au passé... Arrêtons ici



Le congrès de Tours – fondation de la section française de l'internationale communiste

1960, une minorité de communistes marxistes léninistes éclairés et courageux tentèrent de s'y opposer. On leur interdit d'exposer leur désaccord et ils furent exclus du parti.

La théorie du passage pacifique au socialisme devint la norme pratique établie, chaque congrès procéda alors au nettoyage progressif de toute référence gênante au marxisme léninisme. Au XXIIème congrès du parti, le concept théorique de dictature du prolétariat est jeté aux orties. Au XXIIIème congrès, en 1979, c'est le marxisme-léninisme comme base doctrinale qui passe à la trappe. C'est l'eurocommunisme qui prend la relève. En 1994, au XXVIIIème congrès, le centralisme démocratique est abandonné comme principe organisationnel. En 1996, le

ces rappels historiques et posons la question : La mutation et le choix d'une stratégie réformiste social-démocrate ne datent-ils que d'un quart de siècle (ou de quelques années) ? Nous engageons les camarades qui s'interrogent sur le déclin de leur parti d'étudier son évolution historique et les luttes qui s'y sont déroulées entre les courants de droite révisionniste et les communistes armés du marxisme léninisme. Ils trouveront les éléments qui leur manquent pour répondre en profondeur à leurs questions.

**« La tâche actuelle : construire un nouveau parti communiste, marxiste-léniniste. »**

Le ROCML ne nie pas l'honnêteté et les convictions communistes des militants qui s'opposent au naufrage de leur parti. Il apprécie leur volonté de

développer et de durcir les luttes jusqu'au renversement de l'État bourgeois et l'instauration du socialisme. Mais il est prévisible que leurs efforts pour ramener leur parti dans la voie révolutionnaire n'aboutiront pas et qu'ils se retrouveront devant une grosse désillusion.

Le PCF poursuivra son déclin idéologique et politique et n'aura d'autre perspective que de s'accrocher encore plus aux basques de la social-démocratie, quelle que soit la forme que cela prendra.

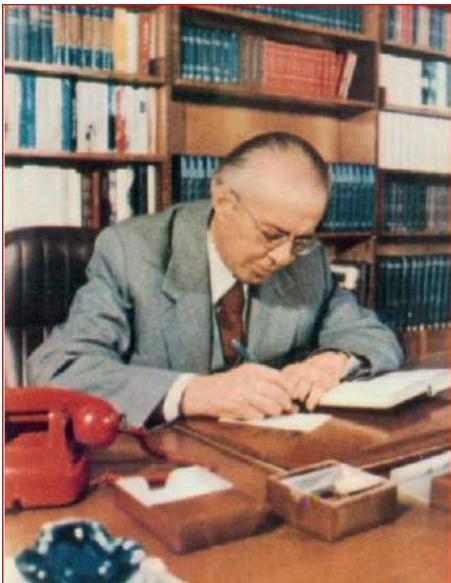
Les militants communistes membres du PCF doivent avec courage regarder les choses en face. Leur parti ne redeviendra pas un véritable parti communiste. La tâche à laquelle ils doivent s'atteler est de construire un nouveau parti communiste, avec une stratégie et une pratique politique révolutionnaire fondées sur la théorie marxiste-léniniste.

Car c'est l'abandon de cette théorie qui a mené inexorablement son action politique dans le sillon de la social-démocratie.

Comment avancer concrètement dans cette perspective ? Il n'y a pas de recette magique. Il y a une voie à ouvrir et du

travail à mener. Le nouveau Parti Communiste sera le produit de la rencontre et de la fusion du mouvement ouvrier (en commençant par son avant-garde), avec le socialisme, c'est-à-dire l'organisation communiste et son programme politique. Cette fusion se construira dans un échange dialectique entre les éléments avancés du prolétariat, eux-mêmes portés par les luttes de classe, et les communistes organisés. Dans cet échange, la conscience politique des éléments avancés du prolétariat progressera, en même temps que l'organisation communiste se liera à la classe et accumulera des forces révolutionnaires ouvrières nouvelles, construisant ainsi progressivement le nouveau parti communiste.

C'est le seul processus possible. Pour le ROCML, il passe prioritairement par le travail politique quotidien des communistes dans la classe ouvrière.



Face aux reniements théoriques et politiques à l'égard du marxisme-léninisme qui ont divisé le Mouvement Communiste International après le XXème Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique et la contre révolution révisionniste-khrouchtchévienne, le Parti du Travail d'Albanie et son dirigeant Enver Hoxha ont apporté une contribution éminente à l'analyse de la dégénérescence de la plupart des partis communistes, et en particulier des partis communistes italiens, espagnol et français.

Les analyses du PTA et d'Enver Hoxha ont été interdites de publication dans le PCF et les militants les ignorent. Elles sont pourtant d'une clairvoyance marxiste-léniniste remarquable. C'est le cas de l'ouvrage

publié en 1980 intitulé L'EUROCOMMUNISME C'EST DE L'ANTI-COMMUNISME. Une partie est consacrée au Parti Communiste Français.

Cette œuvre est consultable sur le site internet du ROCML. Les militants qui veulent comprendre le processus de destruction du PCF peuvent y trouver des éléments de réflexion et de réponse.

## 38e Congrès du PCF

### Il n'y a rien d'honorable à ne pas abandonner le navire qui coule

La dégénérescence idéologique, théorique, politique et organisationnelle du PCF a des antécédents qui datent, au moins, de la période après la 2e Guerre mondiale, quand Maurice Thorez suggéra d'emprunter la voie pacifique et parlementaire pour arriver au socialisme. Elle s'est accélérée et approfondie ensuite, notamment en lien avec la propagation du révisionnisme khrouchtchévien. Il est vain depuis longtemps d'attendre que, des débats internes au parti, ressortent des éléments susceptibles de modifier les caractéristiques du PCF dans un sens positif.

Néanmoins, les idées exprimées épisodiquement, dans le contexte de préparation des congrès, reflètent des problématiques qui ne sont pas dépourvues de signification. En ce qui concerne les contributions élaborées en vue du 38e congrès du parti, on peut noter un certain penchant à utiliser plus que d'habitude le nom de Marx ainsi que le qualificatif "révolutionnaire".

Dans l'ensemble des contributions au débat, un des points qui dominent, c'est le déclin de plus en plus accentué du PCF sur le plan électoral. Principalement, cette situation est imputée au renoncement, de la part de la direction, à une existence propre du parti, c'est-à-dire au fait qu'il s'est accroché au wagon d'autres forces politiques, avant tout Jean-Luc Mélenchon. On comprend que les adhérents focalisés sur le sauvetage du parti soient saisis de panique face à la perspective de sa disparition. Mais du point de vue de la classe ouvrière, la question se pose différemment: quel est le jugement à porter sur les orientations et le programme du PCF, du point de vue marxiste-léniniste.

En restant dans un cadre limité, examinant quelques argumentations extraites des contributions, on peut en tout cas

constater que les critiques concernant la



"stratégie électorale" restent découplées des considérations d'orientation. Tandis que le positionnement du parti vis-à-vis de la personne de Mélenchon est vivement mis en question, les réflexions en matière de programme reproduisent celles qui prédominent depuis longtemps dans le cadre du Front de gauche.

Les principaux passages de textes auxquels se réfèrent les observations qui suivent, sont cités en annexe.

#### La "6e république"

L'image de marque de Mélenchon, c'est la "sixième république". Dans son discours à l'occasion de la "marche pour la 6e république" organisée à Paris, le 18 mars 2017, il dit (1):

« La nouvelle constitution devrait rendre intouchable la trame fondamentale de l'ordre public social républicain. [...] La nouvelle constitution doit être sociale d'abord! Elle doit permettre de répliquer aux ravages des politiques de délocalisation [...]. Et contre le pillage, le saccage des entreprises, il nous faut encadrer la liberté aujourd'hui absolue qui est celle des actionnaires, qu'il s'agisse de personnes ou de fonds financiers, qui sont autant de parasites et de sangsues posés sur le corps productif. »

Le document "La France en commun - Un pacte de majorité pour l'humain d'abord"

présenté en 2017, qui constitue « la contribution du PCF à la campagne présidentielle dans laquelle nous appelons à voter Jean-Luc Mélenchon », énumère les thèmes suivants :

« Prendre le pouvoir sur la finance et partager les richesses [...] De la nouvelle République au renouveau de la politique [...] Investir pour l'emploi et le développement de chacun(e) [...] L'égalité femmes-hommes main-



tenant [...] Une France protectrice, solidaire et ouverte sur le monde [...] Produire autrement pour l'humain et la planète [...] À l'offensive pour changer l'Europe [...]. »

Les revendications concrètes énumérées ensuite coïncident autant avec celles présentées par le document "L'humain d'abord - le programme du Front de gauche et de son candidat commun Jean-Luc Mélenchon" présenté pour les élections en 2012, qu'avec celles figurant dans les principales contributions à la préparation du 38e Congrès du PCF.

## Les "privilèges"

Mélenchon, dans son discours déjà cité, dit (2) : « [...] les travailleurs doivent recevoir des droits constitutionnels qui les rendent citoyens dans l'entreprise puisque la République qui a vaincu les monarques dans la cité les y a laissés serfs! » Dans le même sens, Alexis Corbière, porte-parole de Mélenchon durant la campagne présidentielle (3) : « En République, nos ancêtres sont les révolutionnaires de 1789! »

La Révolution française de 1789-1793 fait aussi partie des références traditionnelles évoquées par le PCF. Voici quelques échantillons.

Article dans *l'Humanité* (4) :

« 1793 pose les fondements de la République démocratique et sociale. Les idées de droit au travail, de bienfaisance nationale, d'assistance sociale, d'égalité aux droits, de proportionnalité de l'impôt se construisent et sont inscrites dans la loi. [...] La République aujourd'hui ne devrait pas faire semblant de faire comme si 1793 n'avait pas été. »

Article dans *l'Humanité* (5) :

« Les possédants font ce qu'ils veulent, dans une forme moderne de féodalité. Le symbole du 4 août doit servir aujourd'hui. » (La date fait référence à l'abolition des privilèges dans la nuit du 4 au 5 août 1789.)

Communiqué du Comité exécutif national du PCF (6) :

« Nous invitons les communistes, aux côtés des syndicalistes, à riposter pied à pied en portant des propositions alternatives pour [...] et pour en finir avec les privilèges accordés à la finance, aux actionnaires, aux grandes fortunes. »

Le fait de prétendre que la révolution de 1789-1793 constitue une référence qui reste d'actualité, et de fixer

comme objectif de remplacer le régime actuel de la 5e République par un autre, celui d'une 6e République, ces deux éléments sont étroitement liés. Une telle approche évacue la nécessité, fondamentale du point de vue du marxisme-léninisme, de déterminer précisément la nature et le rôle des classes impliquées dans les événements en question. Et de ce fait, elle revient à maintenir comme perspective celle de perpétuer le caractère de classe propre à la société en place en France aujourd'hui.

La révolution de 1789-1793 marque l'avènement de la classe capitaliste comme force prépondérante en ce qui concerne le devenir de la structure économique de la société française. À travers les péripéties napoléoniennes version I et III en passant par la 2e République, et sur la base du développement rapide des forces productives industrielles durant la deuxième moitié du 19e siècle, la bourgeoisie a fini par établir son pouvoir comme classe dominante exclusive. Dès lors, les républiques dites démocratiques ainsi que le régime d'occupation de 1940 à 1944 se sont succédé pour exercer la dictature de la bourgeoisie à l'encontre, en premier lieu, de la classe ouvrière ainsi que de toutes les masses travailleuses.

Dans ces conditions, l'abolition de quelconques "privilèges" ne peut en rien atteindre les fondements de cette domination de la classe capitaliste. Et envisager une "6e république" implique clairement de rester dans la continuité avec les républiques issues du remplacement de la classe féodale par la classe capitaliste au pouvoir.

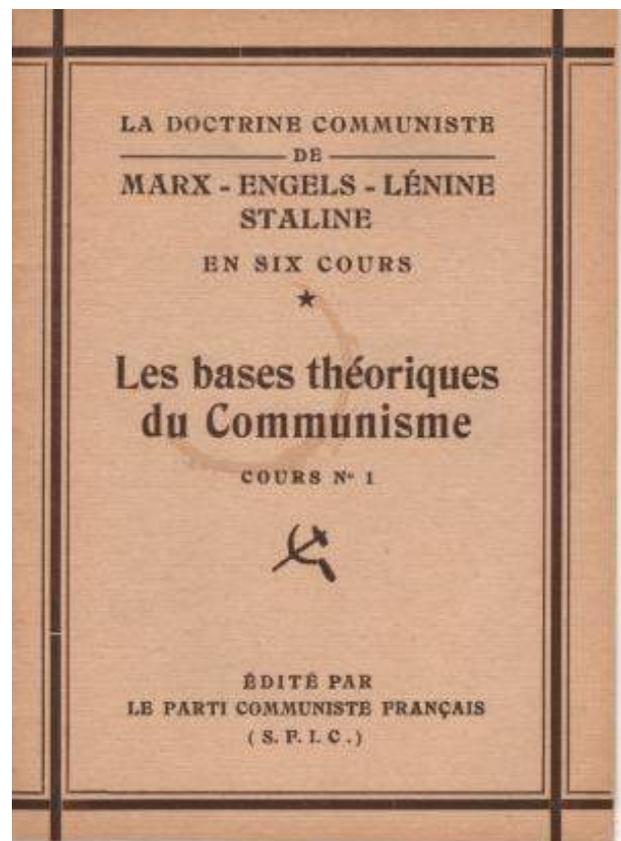
### **Le faux-semblant d'une orientation "révolutionnaire"**

Certains des textes, plus que d'autres, prennent soin d'inclure dans leur vocabulaire les mots "révolution", "révolutionnaire", ainsi que des références explicites ou implicites à Marx et

Engels, voire à Lénine. Par exemple, le texte "Les conditions de l'unité des communistes" émet la considération suivante:

« C'est pourquoi nous proposons que le prochain congrès décide de faire de la théorie marxiste la référence philosophique du PCF. Nous considérons par ailleurs que le débat doit s'engager sur l'apport toujours actuel du léninisme à la théorie et l'action révolutionnaires. »

L'absence totale d'argumentations qui chercheraient dans leur développement à se fonder effectivement sur la théorie de Marx et Engels, montre qu'il s'agit au mieux d'expressions purement déclamatoires. Parfois ces références sont fondamentalement frauduleuses. C'est le cas quand est formulé l'objectif de la



6e République en tant que moyen pour réaliser le dépérissement de l'état (7):

« Le "dépérissement de l'État" - comme instrument de domination du capital - doit être au cœur d'un projet d'émancipation. [...] Il faut pour cela fixer l'objectif concret d'une

6ème République qui dépasse radicalement la démocratie parlementaire [...]. »

L'évocation du "dépérissement" renvoie aux exposés de Marx et Engels. Ce dernier écrit par exemple (8): « Quand il [l'état] finit par devenir effectivement le représentant de toute la société, il se rend lui-même superflu. » Mais ramener cette perspective à l'avènement d'une "6ème République" est en contradiction totale avec la théorie marxiste et léniniste concernant le passage de la société capitaliste où la bourgeoisie détient le pouvoir d'état, à la société communiste où l'état s'éteindra.

Lénine expose dans son ouvrage "L'état et la révolution" les analyses de Marx et Engels sur cette question (9):

« [...] "Entre la société capitaliste et la société communiste, poursuit Marx, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. À quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat." [...]

« Mais la marche en avant, à partir de cette démocratie capitaliste, - inévitablement étriquée, refoulant sournoisement les pauvres, et par suite foncièrement hypocrite et mensongère, - ne mène pas simplement, directement et sans heurts "à une démocratie de plus en plus parfaite", comme le prétendent les professeurs libéraux et les opportunistes petits-bourgeois. Non. La marche en avant, c'est-à-dire vers le communisme, se fait en passant par la dictature du prolétariat; et elle ne peut se faire autrement, car il n'est point d'autres classes ni d'autres moyens qui puissent briser la résistance des capitalistes exploités.

« Or, la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'organisation de l'avant-

garde des opprimés en classe dominante pour mater les oppresseurs, ne peut se borner à un simple élargissement de la démocratie. En même temps qu'un élargissement considérable de la démocratie, devenue pour la première fois démocratie pour les pauvres, démocratie pour le peuple et non pour les riches, la dictature du prolétariat apporte une série de restrictions à la liberté pour les oppresseurs, les exploités, les capitalistes. Ceux-là, nous devons les mater afin de libérer l'humanité de l'esclavage salarié; il faut briser leur résistance par la force; et il est évident que, là où il y a répression, il y a violence, il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de démocratie.

« Cela, Engels l'a admirablement exprimé dans sa lettre à Bebel, où il disait, [...]: "... tant que le prolétariat a encore besoin de l'État, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel." [...]

« C'est seulement dans la société communiste, lorsque la résistance des capitalistes est définitivement brisée, que les capitalistes ont disparu et qu'il n'y a plus de classes (c'est-à-dire plus de distinctions entre les membres de la société quant à leurs rapports avec les moyens sociaux de production), c'est alors seulement que "l'État cesse d'exister et qu'il devient possible de parler de liberté". »

### La "démocratie sociale"

D'une façon ou d'une autre, les principales positions qu'on rencontre au sein du PCF s'appuient sur l'idée de la dite "démocratie sociale". Dans le contexte actuel de la présidence d'Emmanuel Macron, l'emploi de ce concept est passé quelque peu en arrière-plan, mais il reste une référence, bien qu'à usage relativement discret. D'ail-



leurs, il est arrivé à Macron lui-même de l'inclure dans sa rhétorique (10):

« L'action politique nécessite ensuite l'animation permanente du débat. [...] L'action politique est continue et le débat participe de l'action. C'est la double vertu du parlementarisme et de la démocratie sociale que notre République a encore trop souvent tendance à négliger. »

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, inclut la référence à la démocratie sociale dans les exigences face à l'action du gouvernement (11):

« Les déclarations d'Édouard Philippe confirment que la méthode du gouvernement n'est pas en accord avec la démocratie sociale. [...] Quand on gouverne, il ne faut pas être dans une position de monarque. Il fait tenir compte de l'opinion publique. »

Et il détaille ce qu'il entend par démocratie sociale (12):

« Nous devrions travailler sur une démocratie sociale fondée sur le progrès, la justice sociale, la redistribution des richesses, l'emploi de qualité pour toutes et tous, avec notamment la réduction du temps de travail, des salaires décents, la possibilité d'exercer pleinement ses droits et libertés syndicales et aller vers une "démocratisation" réelle des lieux de travail. Cela doit s'accompagner d'un renforcement des prérogatives des institutions représentatives des salariés, chacune dans leur mission respective. »

Comme beaucoup de slogans, l'évocation de la démocratie sociale semble à première vue désigner quelque chose qui "incontestablement" devrait être réalisée. Mais quand on tente de définir ce qu'on entend par "démocratie sociale", les certitudes s'évaporent. En se contentant de vagues associations d'idées, on pourrait dire que c'est une vie digne, la santé, la justice, bref le bonheur, et cela assuré à tous. Mais entre les désirs et les réalités il y a en général un abîme,

et pour arriver à le franchir, il faut avant tout atteindre une vision plus claire et détaillée, autant des aspirations que des voies à suivre pour les réaliser.

Si l'on aborde la question par l'autre bout, celui de la "démocratie sociale" telle qu'elle peut être mise en œuvre concrètement et pratiquement de la part de ses promoteurs, on constate que la conception de la démocratie "sociale" est calquée sur celle de la démocratie "politique". La démocratie politique est - selon la vision officielle - incarnée par la représentation du "peuple" à travers les institutions parlementaires et gouvernementales, et les élections législatives et présidentielles associées. De manière analogue, la démocratie sociale serait assurée par des structures organisationnelles composées de représentants élus ou désignés, par les "salariés" d'une part, par les "employeurs" d'autre part.

De François Mitterrand à François Hollande, en passant par Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, chacun s'est efforcé à faire miroiter la venue de temps meilleurs sous les auspices de la démocratie sociale.

« Il faut donner un contenu à la démocratie sociale », disait F. Mitterrand (13), mais selon ses propres explications, ce merveilleux mot ne sert qu'à enjoliver la consigne banale de « contribuer à réveiller une politique contractuelle trop longtemps tombée en sommeil ». « Je crois que la politique contractuelle doit continuer d'être le soubassement de toute action sociale en France: ce sont les intéressés eux-mêmes qui discutent », disait-il encore, mais en enchaînant aussitôt « et l'État, représenté par le gouvernement, est également intéressé. À lui d'intervenir quand il le juge bon, autant que possible avec l'accord des partenaires sociaux. »

« En élargissant la place de la démocratie sociale, on fait progresser toute la démocratie », disait J. Chirac (14). « Il y a le champ politique. Mais il y a aussi

celui de la liberté contractuelle et de la négociation collective. » Mais attention, « il ne peut évidemment être question pour les acteurs de la démocratie sociale de disputer aux assemblées parlementaires le monopole de l'expression de la volonté générale. »

« Il faut revivifier la démocratie sociale », disait N. Sarkozy (15) en reprenant la rengaine. Cela dit, plus franchement que ses prédécesseurs, il se limitait en général à un vocabulaire plus modeste (16): « Je m'appuierai fortement sur le dialogue social, qui est un des grands manques de notre pays. » Et il va droit au but quand il indique (17): « Je pense que le lieu pour la négociation, c'est l'entreprise. »

« Il faut avoir confiance en la démocratie sociale », disait François Hollande (18). Restant fidèle à la ribambelle de ses prédécesseurs, il radote la même litanie: « L'État doit rester le garant de la cohésion nationale et de l'ordre public social mais il n'a rien à redouter de laisser une plus grande place aux partenaires dans la définition et l'élaboration des normes sociales. » De fait, il s'alignait sur la même vision que celle mise en pratique par N. Sarkozy, consistant à saper le plus possible les éléments pouvant donner un appui favorable aux travailleurs dans le rapport de force face aux employeurs. C'est le sens du principe de déplacer le terrain de négociation de plus en plus vers les entreprises, ce qui signifie le morcèlement de la lutte collective du côté des travailleurs. Ainsi Hollande laissait aux "partenaires sociaux" le soin de s'arranger entre eux (19): « Ce nouvel âge de la démocratie sociale reste à écrire. Il revient aux acteurs sociaux de prendre leurs responsabilités, aux responsables politiques d'en comprendre l'enjeu. »

L'obsession de tous ces responsables politiques, de brandir le mot magique de la "démocratie sociale", nous ramène à ce qu'on appelle "les sources". Parmi les fondateurs, Charles de Gaulle (20):

« Mais la Démocratie Française devra être une démocratie sociale, c'est-à-dire assurant organiquement à chacun le droit de la liberté de son travail, garantissant la dignité et la sécurité de tous, dans un système économique tracé en vue de la mise en valeur des ressources nationales et non point au profit d'intérêts particuliers, où les grandes sources de la richesse communes appartiendront à la nation, ou la direction et le contrôle de l'État s'exerceront avec le concours régulier de ceux qui travaillent et de ceux qui entreprennent. »

De fait, la réalité concrète, pratique, en la matière se résume à quelques dispositifs institutionnels que sont d'une part les dites "instances représentatives du personnel" (comité d'entreprise, délégués du personnel etc.), et d'autre part les divers canaux de discussion/négociation faisant intervenir les pouvoirs publics (Conseil économique d'état, conférences sociales etc.). Force est de constater que ces mécanismes censés conduire vers la démocratie sociale sont enferrés dans le contexte global qui fait que la bourgeoisie, c'est-à-dire les capitalistes secondés de leur armée de commandants et exécutants (présidents, directeurs généraux, membres des conseils d'administration/surveillance, experts en tous genres...), mènent la danse.

### Jean Jaurès

Pour ce qui est des "sources", si on remonte dans le temps au-delà de De Gaulle, on trouve Jean Jaurès, qui pour le PCF est en quelque sorte une figure de patriarche.

Voici un passage du texte "Pour un printemps du communisme" présenté pour la préparation du congrès du PCF:

« [...] nous avançons une nouvelle conception du processus révolutionnaire, remettant la question de la prise et de la transformation des pouvoirs institutionnels et du pouvoir d'État à leur place dans une "évolution révolutionnaire" visant prioritairement en tous domaines

l'hégémonie des classes salariales et de l'ensemble des dominés. »

La formule "évolution révolutionnaire" est empruntée à Jean Jaurès qui écrit: « J'étais donc toujours dirigé par ce que Marx a nommé magnifiquement l'évolution révolutionnaire. » ("République et socialisme", article de *La Petite République*, 17 octobre 1901). Jaurès a en vue un document émanant de Marx, l'"Adresse du Comité Central à la Ligue des communistes" diffusée par voie de tract en 1850, où on lit, selon la traduction en français: « Si les ouvriers allemands ne peuvent s'emparer du pouvoir et faire triompher leurs intérêts de classe sans accomplir en entier une *évolution révolutionnaire* assez longue, [...] » (21). Comme le note un auteur connaisseur de Jaurès, « le texte allemand d'origine (22) dit *revolutionäre Entwicklung*, ce qui signifie "développement révolutionnaire". La traduction française est donc erronée, ou du moins inexacte » (23).

Cette façon de concevoir « la prise et la transformation des pouvoirs institutionnels et du pouvoir d'État » comme une « évolution révolutionnaire » est donc un élément supplémentaire de référence frauduleuse à Marx, du même type que ce qui a été exposé plus haut au sujet du "déperissement de l'état".

Le concept de démocratie sociale remonte également à Jaurès (24): « La démocratie sociale, le socialisme, a pour formule la souveraineté économique du peuple, la souveraineté du travail. » La confusion originelle à la base de toutes les contorsions langagières ultérieures en la matière apparaît clairement: "démocratie sociale" égale "socialisme". Avec l'usure du temps on aboutit à la variante "démocratie sociale" *substitut* de "socialisme".

C'est précisément sur ce point que Mélenchon cite Jaurès (25):

« [...] notre volonté de construire une nouvelle France en construisant sa 6e République, est en continuité avec

cette pensée fondamentale exprimée par le grand Jaurès: "La démocratie politique se résume en une idée centrale, ou encore une idée unique: la souveraineté politique du peuple." »

### **Annexe Extraits de trois textes représentatifs**

#### **Le communisme est la question du 21e siècle - Base commune du Conseil national (26)**

p. 10:

« [...] cinq grandes transformations révolutionnaires constitutives de notre projet communiste. Ouvrir la porte au communisme dans la production et le travail. [...] Engager la révolution écologique. [...] Faire reculer les dominations patriarcales, combattre le racisme et faire échec aux nationalismes. [...] Protéger et développer les services publics. [...] Prendre le pouvoir sur l'argent. »

#### **"Texte alternatif" intitulé "Se réinventer ou disparaître! Pour un printemps du communisme" (27)**

p. 41:

« La proposition du Conseil national [...] appelle à une "orientation révolutionnaire [...]". [...] Cependant, au-delà de ces affirmations générales, le texte ne propose aucun renouvellement de ce que cela signifie d'être révolutionnaire aujourd'hui. [...] De fait, en donnant la priorité à la conquête du pouvoir d'État [...] et au fait d'avoir des élu-e-s dans les institutions [...], la "stratégie révolutionnaire" proposée par la direction reste prisonnière de l'illusion électoraliste - et ce sans même poser la question de l'effet de nos alliances électorales avec le PS sur notre crédibilité révolutionnaire. [...] nous avançons une nouvelle conception du processus révolutionnaire, remettant la question de la prise et de la transforma-

tion des pouvoirs institutionnels et du pouvoir d'État à leur place dans une "évolution révolutionnaire" visant prioritairement en tous domaines l'hégémonie des classes salariales et de l'ensemble des dominés. »

p. 44:

« [...] Un nouveau statut juridique des entreprises qui met fin à la mainmise du capital sur la production et l'appropriation des richesses est essentiel dans ce combat. [...] Le "dépérissement de l'État" - comme instrument de domination du capital - doit être au cœur d'un projet d'émancipation. Il suppose une conception révolutionnaire de la démocratie, fondée sur la multiplication des formes d'auto-organisation et visant à l'égal exercice de tous les pouvoirs par tous les citoyens et toutes les citoyennes. Il faut pour cela fixer l'objectif concret d'une 6ème République qui dépasse radicalement la démocratie parlementaire par le développement permanent de toutes les formes possibles d'intervention citoyenne, l'institution de nouveaux rapports entre élu-e-s et citoyen-ne-s, la prééminence des assemblées élues sur les exécutifs, la parfaite transparence de l'action publique et une stricte séparation des pouvoirs. »

p. 48:

« Encore faut-il que l'idée de révolution redevienne une perspective réaliste. Car cette grande idée, qui a mobilisé des millions de femmes et d'hommes sur tous les continents, a été dénaturée par les expériences révolutionnaires du 20ème siècle qui, tout en se réclamant du progrès social, de la liberté et même du communisme, ont produit des systèmes brutaux et antidémocratiques. [...] nous avons davantage mené campagne pour des propositions immédiates que des ruptures post-capitalistes; [...] et nous avons préféré utiliser des périphrases pour éviter le mot révolution. [...] un dépassement du capitalisme qui suppose évidemment des transformations révolutionnaires de l'ordre existant. »

p. 49:

« [...] "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes" cette idée fameuse, que Marx a introduite en 1864 dans le préambule des statuts de la Première Internationale, fait partie de l'héritage théorique du mouvement révolutionnaire. Le fait est pourtant que les expériences soviétiques et maoïstes ont fait tout le contraire. Dans les conditions spécifiques à chacune, elles ont toutes les deux débouché sur des systèmes politiques et sociaux oppressifs. [...] Notre expérience est par ailleurs que, même sans prise du pouvoir, des transformations circonscrites mais profondes de l'ordre capitaliste peuvent s'imposer et perdurer dès lors qu'elles sont majoritairement soutenues. »<sup>4</sup>

### **"Contribution collective" intitulée "Les conditions de l'unité des communistes" (28)**

Note: Une démarche en plusieurs étapes a été entreprise par le réseau "Faire vivre et renforcer le PCF". D'abord a été publié la "contribution collective" intitulée "Les conditions de l'unité des communistes", puis un appel "La base commune pour un congrès extraordinaire reste à écrire, relevons ensemble ce défi!" (29). Comme résultat a été déposé le texte "Pour un Manifeste du Parti communiste du 21ème siècle" (cf. plus loin).

p. 4:

« C'est pourquoi nous proposons que le prochain congrès décide de faire de la théorie marxiste la référence philosophique du PCF. Nous considérons par ailleurs que le débat doit s'engager sur l'apport toujours actuel du léninisme à la théorie et l'action révolutionnaires. »

p. 7-8:

« Avec la mutation, le PCF s'est complètement engagé dans l'idée qu'on pouvait marquer des points en pesant pour une politique plus progressiste, même dans un rapport de force défavorable, même dirigé

par le parti socialiste dans un pays capitaliste mondialisé. [...] Avec la recomposition politique macroniste construite sur l'échec historique de la gauche, cette stratégie ne peut être poursuivie. »

p. 8:

« Nous proposons un programme de revendications économiques immédiates pour faire reculer la misère et la souffrance populaire et instaurer plus de justice, créer les conditions d'une transformation révolutionnaire de la société. [...] Nationalisation/ socialisation [...] Renationalisation [...] réindustrialisation [...] développement des services publics [...] Interdiction des licenciements et des délocalisations [...] Réduction massive du temps de travail sans perte de salaires [...] Rétablissement d'une indexation des salaires sur l'inflation [...] Augmentation significatives des salaires, des pensions et minima sociaux. [...] retraite à 60 ans à taux plein et départ dès 55 ans pour la pénibilité. [...] Sécurité Sociale financée par la plus-value générée par le travail, la taxation du capital [...] Blocage des prix des produits de première nécessité. [...] logements sociaux [...] blocage des loyers. »

### "Texte alternatif" intitulé "Pour un Manifeste du Parti communiste du 21ème siècle" (30)

Cf. plus haut, la note concernant le texte "Les conditions de l'unité des communistes".

p. 63, 77:

« [...] une organisation révolutionnaire de notre temps [...] il n'y a jamais eu autant besoin de révolution, d'idées et de luttes révolutionnaires [...] », « [...] un corps d'idées et de propositions [...] avec l'apport du marxisme vivant [...]. »

p. 70:

« Cela signifie une révolution des rapports sociaux de production: une appropriation sociale des moyens de production, d'échange et de financement, de la gestion des entreprises; l'avancée d'une sécurité

d'emploi ou de formation, avec des activités de développement des capacités de chacune et chacun, dépassant le salariat capitaliste, vers une société sans classe. Cela suppose une révolution politique qui, à chaque étape, arrache toujours plus au capital la maîtrise des leviers de pouvoir, notamment ceux de l'État. Cela signifie une transformation ininterrompue des institutions, avec des pouvoirs d'intervention directe, décentralisés, de tous les acteurs sociaux, des citoyennes et des citoyens. Cela permettrait de pousser la démocratie jusqu'au développement de l'autogestion économique et politique. »

p. 81:

« Partant du rôle fondamental de la lutte de classes dans l'histoire, et du rôle du capital, l'analyse critique de Marx, dépassant le socialisme dit utopique, a posé les bases d'une vision beaucoup plus rigoureuse du socialisme et du communisme. [...] il faut encourager le travail de création théorique en liaison avec les luttes et expériences, avec l'ambition d'une nouvelle hégémonie culturelle sur la gauche et dans la société. »

#### Notes

1. <https://vivelasixiemerepublique.wordpress.com/2017/03/19/discours-de-jean-luc-melenchon-a-loccasion-de-la-marche-pour-la-6e-republique-place-de-la-republique-a-paris-le-18-mars-2017/>
2. <https://vivelasixiemerepublique.wordpress.com/2017/03/19/discours-de-jean-luc-melenchon-a-loccasion-de-la-marche-pour-la-6e-republique-place-de-la-republique-a-paris-le-18-mars-2017/>
3. <http://www.alexis-corbriere.com/index.php/post/2016/09/27/En-République,-nos-ancêtres-sont-les-révolutionnaires-de-1789-!>
4. "1793, l'année de la guerre révolutionnaire et la maladie d'amnésie de la 5e République", *L'Humanité*, 8 novembre 2013. <https://www.humanite.fr/politique/1793-l-annee-de-la-guerre-revolutionnaire-et-la-ma-552779>
5. "À Vitry, la nuit du 4 août fait toujours parler d'elle", *L'Humanité*, 6 août 2012. <https://www.humanite.fr/politique/vitry-la-nuit-du-4-aout-fait-toujours-parler-d'elle-501909>
6. "Face à Macron, nous sommes de toutes les mobilisations", 23 avril 2018. [https://2017.pcf.fr/face\\_macron\\_nous\\_sommes\\_de\\_toutes\\_les\\_mobilisations](https://2017.pcf.fr/face_macron_nous_sommes_de_toutes_les_mobilisations)



7. Brochure "23.25/11.2018 Congrès d'Ivry", p. 40-59.  
[http://www.pcfbassin.fr/images/2018\\_Congrs\\_brochure-congrs-2018.pdf](http://www.pcfbassin.fr/images/2018_Congrs_brochure-congrs-2018.pdf)
8. Friedrich Engels, *Anti-Dühring* (1877), Éditions Sociales, 1977, p. 317.
9. V. I. Lénine, *L'État et la révolution*, Éditions sociales, 1976.
10. Emmanuel Macron, "Les labyrinthes du politique. Que peut-on attendre pour 2012 et après?", Revue *Esprit*, mars/avril 2011.  
<https://esprit.presse.fr/article/macron-emmanuel/les-labyrinthes-du-politique-que-peut-on-attendre-pour-2012-et-apres-35981>
11. Franceinfo/France Télévisions, 5 avril 2018.  
[https://www.francetvinfo.fr/economie/greve/greve-des-transport/video-philippe-martinez-secretaire-general-de-la-cgt-sur-la-reforme-de-la-sncf-le-gouvernement-sentete-et-recherche-lepreuve-de-force\\_2690994.html](https://www.francetvinfo.fr/economie/greve/greve-des-transport/video-philippe-martinez-secretaire-general-de-la-cgt-sur-la-reforme-de-la-sncf-le-gouvernement-sentete-et-recherche-lepreuve-de-force_2690994.html)
12. Table ronde - Comment raviver la démocratie sociale?, 26 mai 2017.  
<https://www.humanite.fr/table-ronde-comment-raviver-la-democratie-sociale-636559>
13. Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République lors des vœux aux "Forces vives" de la Nation, 5 janvier 1994.  
<http://discours.vie-publique.fr/notices/947000700.html>
14. Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, à l'Élysée, 6 janvier 2000.  
<http://discours.vie-publique.fr/notices/007000051.html>
15. 3 novembre 2015.  
<https://twitter.com/nicolassarkozy/status/661798933526618116>
16. En mars 2007, pendant la campagne pour les élections présidentielles.  
[http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/05/29/en-2007-aussi-nicolas-sarkozy-mettait-en-avant-le-dialogue-social\\_1708793\\_1471069.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/05/29/en-2007-aussi-nicolas-sarkozy-mettait-en-avant-le-dialogue-social_1708793_1471069.html)
17. 3 novembre 2015.  
<https://twitter.com/nicolassarkozy/status/661798933526618116>
18. "François Hollande: "Il faut avoir confiance en la démocratie sociale"", *Le Monde*, 14 juin 2011.  
[http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/06/14/il-faut-avoir-confiance-en-la-democratie-sociale\\_1535809\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/06/14/il-faut-avoir-confiance-en-la-democratie-sociale_1535809_3232.html)
19. "François Hollande préface un ouvrage en faveur du dialogue social", *Libération*, 22 septembre 2015.  
[http://www.liberation.fr/france/2015/09/22/francois-hollande-preface-un-ouvrage-en-faveur-du-dialogue-social\\_1388180](http://www.liberation.fr/france/2015/09/22/francois-hollande-preface-un-ouvrage-en-faveur-du-dialogue-social_1388180)
20. Discours prononcé devant l'Assemblée Constituante provisoire à Alger, 18 mars 1944.  
Charles de Gaulle: *Discours et messages*, tome 1 - 1940-1946, Paris, Plon, 1970, p. 395.
21. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1850/03/18500300.htm>
22. <https://www.marxists.org/deutsch/archiv/marx-engels/1850/03/zen-bund.htm>
23. Bruno Antonini, "Esquisse d'une théorie du dépérissement du capitalisme", Revue *Nouvelles Fondations*, 2006/1 (n° 1).  
<https://www.cairn.info/revue-nouvelles-fondations-2006-1-page-33.htm>
24. "Civilisation et socialisme", conférence donnée au théâtre Colisée de Buenos Aires, 5 octobre 1911.  
Jean Jaurès: *Œuvres*, tome 17 - Le pluralisme culturel, Paris, Fayard, 2014, p. 380.
25. Discours, 18 mars 2017.  
<https://vivelasixiemerepublique.wordpress.com/2017/03/19/discours-de-jean-luc-melenchon-a-loccasion-de-la-marche-pour-la-6e-republique-place-de-la-republique-a-paris-le-18-mars-2017/>
26. Brochure "23.25/11.2018 Congrès d'Ivry", p. 11-34.  
[http://www.pcfbassin.fr/images/2018\\_Congrs\\_brochure-congrs-2018.pdf](http://www.pcfbassin.fr/images/2018_Congrs_brochure-congrs-2018.pdf)
27. Brochure..., p. 40-59.
28. [http://lepcf.fr/spip.php?ac-tion=accéder\\_document&arg=4003&cle=d00ebcfcdffa89d728a06e3de71df17463b899aa&file=pdf/les-conditions-de-l-unite-des-communistes\\_a3876-2.pdf](http://lepcf.fr/spip.php?ac-tion=accéder_document&arg=4003&cle=d00ebcfcdffa89d728a06e3de71df17463b899aa&file=pdf/les-conditions-de-l-unite-des-communistes_a3876-2.pdf)
29. <http://lepcf.fr/La-base-commune-pour-un-congres-extraordinaire-reste-a-ecrire-Relevons-ensemble>
30. Brochure..., p. 63-85.

# Le Peuple Kurde, cible de toutes les Forces réactionnaires

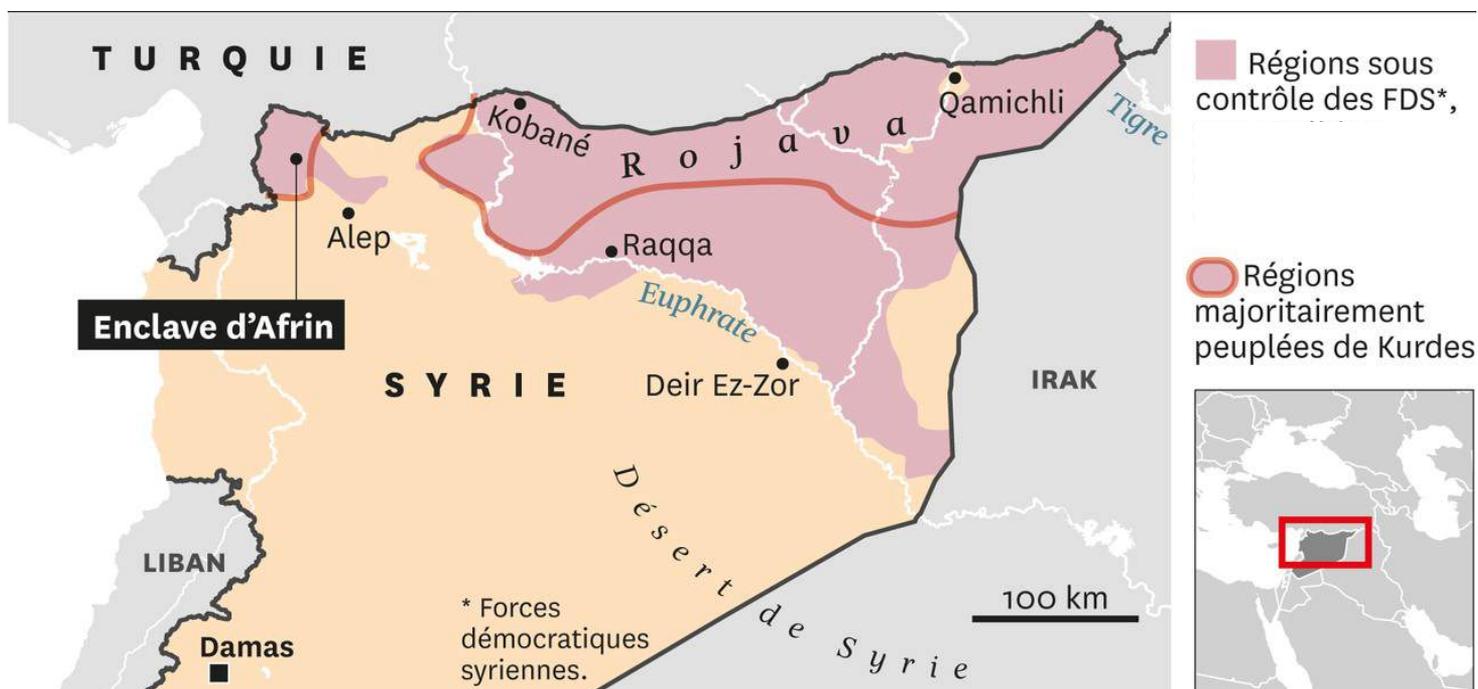
L'objectif du peuple kurde consiste à réaliser le droit à l'autodétermination, le droit à former un état propre. L'instauration de la Fédération démocratique de Syrie du Nord constitue une victoire partielle en ce sens. Il est évident que cette avancée est menacée par la volonté autant des puissances impérialistes intervenant au Moyen-Orient que des pays réactionnaires de la région. Mais du point de vue de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, au niveau mondial et dans chaque pays, il faut adopter une position d'ensemble claire et nette. Les luttes contre la bour-

vent être analysées et mises en œuvre selon une liaison étroite. Notre analyse se basant sur le marxisme-léninisme a été développée dans une brochure: "Les droits nationaux et démocratiques des peuples" (1).

Or, on peut constater une certaine façon unilatérale de concevoir la tâche des militants progressistes en France: il s'agirait de dénoncer et combattre les interventions impérialistes de l'état français sans pour autant se situer clairement par rapport aux forces qui agissent du côté des populations des pays qui subissent l'op-

pression impérialiste. Mais qui en sont victimes. Mais en se contentant de ce positionnement tronqué, on aboutit à une vision faussée à l'égard de la lutte de classe dans les pays qui sont cibles de l'intervention impérialiste.

Selon cette interprétation erronée, en Syrie, les Kurdes se trouveraient balotés au milieu d'un affrontement entre, principalement, les USA et la Russie, avec la Turquie comme troisième larron. Ils ne pourraient que s'accrocher de façon illusoire à un tel ou un tel parmi les auteurs de guerre, et il arriverait fatalement qu'à un moment ou un



geoisie impérialiste d'une part, et celles en faveur du droit à l'autodétermination des peuples de l'autre, doi-

pression impérialiste. Certes, affaiblir et entraver l'action de l'état français aide la lutte de ceux d'autre ils seraient abandonnés par leur tuteur passager, qui ferait ainsi preuve d'hypocrisie et de cynisme.

Une telle vision suppose que l'impérialisme serait maître des destins du monde, qu'il serait en mesure de tout contrôler. Cela revient à considérer comme facteur négligeable le rôle joué par les peuples, ce qui est contraire à la réalité. En outre, la volonté de domination des différentes puissances impérialistes en concurrence les unes avec les autres ouvre des brèches que les peuples peuvent mettre à profit dans les batailles qu'ils mènent pour la défense de leur cause. Comme disait Lénine, la situation ne se réduit pas à un face à face entre une armée blanche et une armée rouge. Si les choses se présentaient ainsi, l'histoire serait simple.

Nous affirmons que la lutte du peuple kurde, et en particulier celle des Kurdes de la Syrie, au Rojava, doit être soutenue comme un élément de la lutte globale contre l'impérialisme mondial, notamment français: c'est la lutte d'un peuple qui s'oppose de façon consciente et en tant qu'acteur autonome à l'oppression imposée par les états capitalistes et impérialistes. Ne pas adopter cette position, résulterait en une erreur aussi fondamentale que celle qui, de façon unilatérale symétrique, consiste à appeler à la lutte contre tous les impérialismes du

monde sauf celui qu'incarne l'état français.

### Le rôle de la Russie

Examiné d'un point de vue évènementiel, l'année 2011 v marque une aggravation brusque des conflits au Moyen-Orient. Des mouvements critiques vis-à-vis du régime de Bachar al-Assad se développent. Des groupes d'opposition se constituent, dont l'éventail se réduit en peu de temps à des personnalités œuvrant en coordination avec les puissances impérialistes occidentales, USA en tête. La contestation se transforme en tentative de renverser le régime d'Assad par la force armée. Toujours selon un point de vue évènementiel, c'est à partir de 2015



que la Russie intervient à son tour ouvertement, militairement, en soutien au régime syrien.

S'en tenir à ce schéma réducteur conduit certains à promouvoir un anti-impérialisme unilatéral, qui consiste à faire porter le poids des accusations sur les USA, auteur d'une agression, et de s'abstenir de caractériser comme nocif au même titre la poli-

tique impérialiste de la Russie.

En 1971, Moscou et Damas signent un accord portant sur l'établissement d'une base navale dans le port syrien de Tartous, au sud de Lattaquié (2). Au cours des années 1970 et 1980, cette base est utilisée par les navires de la flotte russe de la mer Noire. Elle permet d'éviter de devoir systématiquement rallier Sébastopol pour le ravitaillement des navires. Après la désintégration de l'URSS, en 1991, la base a été maintenue, bien que l'escadre méditerranéenne ait cessé d'exister.

En décembre 2007 la Russie déploie de nouveau en mer Méditerranée un groupe aéronaval. Des travaux sont entrepris pour élargir la capacité de la base de Tartous, pour la rendre apte à accueillir des navires lourds, tels que des croiseurs et porte-avions, ainsi que des sous-marins. Elle fait ainsi partie du schéma de déploiement de la flotte russe de la mer Noire qui disposera de ce port syrien en plus de ses installations à Sébastopol (Crimée) et Novorossisk (côtes russes de la mer Noire). La proximité du port de Tartous avec le canal de Suez permet notamment à la marine russe de renforcer sa présence dans l'océan Indien. En décembre 2017 entre en vigueur un accord entre la

Russie et la Syrie sur l'utilisation de la base, pour une durée de 49 ans, prolongeable automatiquement tous les 25 ans. C'est la seule base navale russe au-delà du périmètre géographique correspondant à l'ex-URSS.

En 2015 le commandement russe a décidé de créer une base aérienne autour de l'aéroport de Hmeimim, à proximité de Lattaquié, puis une autre à al-Shayrat près de Homs (3). En juin 2017 entre en vigueur un accord entre la Russie et la Syrie sur l'utilisation de la base, dans les mêmes termes que pour Tartous.

Il n'y a pas d'indications officielles concernant l'effectif de personnel militaire russe présent en Syrie. Certaines estimations le chiffrent à environ 4000 à 5000 (4). En décembre 2017, Vladimir Poutine annonça un retrait des troupes russes de Syrie, mais il l'avait déjà fait en mars 2016, et selon les formulations employées, le rythme du retrait dépendra de l'évolution de la situation. Par ailleurs, selon certaines informations, ont été mis en place des groupes de milices recrutés à travers des structures privées, avec le soutien de l'armée russe; le nombre de ces combattants s'élèverait à environ 2000 à 3000 (5).

Par comparaison, pour le personnel militaire US présent en Syrie, les indications concernant l'effectif varient, quelque part entre 2000

et 4000 (6). Les USA ont établi deux bases aériennes, dans les alentours de Ru-meilan (province de Hasakah) et à Kharab A'sheq (au sud-est de la ville de Kobanê) (7). Quant à l'armée syrienne, elle comptait en 2015 environ 200.000 soldats et officiers, à quoi s'ajoutaient environ 80.000 membres de milices (8).

### **Les YPG et YPJ, colonne vertébrale de la lutte de libération des Kurdes en Syrie**

Pour analyser la position des YPG face aux trois principales puissances - USA, Russie, Turquie -, il faut examiner au moins les aspects suivants:

- l'objectif fondamental: la libération nationale du peuple kurde, sur toute l'étendue du territoire historique, divisé en quatre secteurs par le tracé de frontières établies selon un partage entre puissances impérialistes;

- l'objectif stratégique adopté dans le contexte actuel, en Syrie: établissement d'un état fédéral respectant les droits nationaux de toutes les composantes de la population;

- les alliances politiques développées en ce sens: la Fédération démocratique de Syrie du Nord, les Forces démocratiques syriennes (FDS);

- les coopérations nouées au titre de coalition militaire.

C'est ce dernier point qui suscite des interrogations, principalement en rapport avec le lien entre les FDS et l'armée US. En matière de coopération avec des forces qui fondamentalement, d'un point de vue global, sont des ennemis, l'évaluation à effectuer constamment concerne le fait que la poursuite de l'objectif stratégique ne doit pas être contrariée par des décisions d'ordre tactique.

Il est clair que les forces kurdes œuvrant pour la libération nationale en Syrie ne peuvent renoncer d'emblée à toute recherche de soutien parmi les différentes forces politiques et militaires intervenant dans les conflits qui traversent la région. Cela reviendrait à accepter de bon gré l'anéantissement. Le fait qu'une coopération militaire a été établie principalement avec les USA ne signifie pas qu'il y ait un choix politique de la part des YPG de soutenir les objectifs poursuivis par la puissance impérialiste que sont les USA. Ce fait découle du contexte, hostile en général, que doivent affronter les forces kurdes progressistes, contexte où les rapports mutuels entre les différentes forces au niveau mondial aussi bien que régional définissent le champ de bataille. Il se trouve ainsi que c'est en coopérant avec les forces militaires US que les YPG ont pu au mieux progresser dans leur propre combat; et ce n'est pas faute d'avoir essayé de trouver un répondant favorable du côté de la Russie.

La question cruciale est alors de vérifier si les YPG, en lien avec le soutien apporté par les USA, se soient laisser dessaisir de leur autonomie de décision et d'action, s'ils aient accepté de se laisser imposer des décisions et des actions contraires aux intérêts du combat pour l'indépendance nationale. Dans les faits, jusqu'à preuve du contraire, ce n'est pas le cas. Ils ont toujours refusé les marchandages à double tranchant. Dans ce qui suit, sont mentionnés quelques éléments à ce sujet.

Face aux perspectives telles que les tracent les puissances impérialistes, il faut souligner que les forces kurdes (représentées par le PYD) ont impulsé, pour la Syrie dans son ensemble, la définition d'un projet de structure fédérale incluant toutes les populations, au-delà des Kurdes. Ce projet a trouvé un début de mise en œuvre dans les territoires où sont implantées les FDS, sous la forme de la Fédération démocratique du Nord de la Syrie. Il s'agit des cantons d'Afrin, Kobanê, Djézireh, et Shehba (qui comprend Manbij). Nous avons publié à ce sujet un article: "Avec Rojava pour une Syrie libre, confédérale et démocratique!" (9).

### **Le Moyen-Orient, une cible de choix pour les rivalités inter-impérialistes**

Les enjeux économiques et géopolitiques proviennent principalement de deux éléments. D'une part le pétrole et le gaz: une zone de concentration d'hydrocarbures s'étend du nord-ouest au sud-est, couvrant l'est de l'Iraq et de l'Arabie saoudite et l'ouest de l'Iran, ainsi qu'une partie d'Oman au sud. Des gisements se trouvent également en Syrie et au Yémen. D'autre part le Moyen-Orient est situé au milieu de routes de transport maritimes: les détroits d'Ormuz et de Bab el-Mandeb, le Canal de Suez, les détroits turcs entre la mer Méditerranée et la mer Noire.

Les deux principales puissances d'envergure régionale qui interviennent dans le conflit en Syrie sont l'Arabie Saoudite et l'Iran. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'Arabie saoudite a noué une alliance étroite avec les USA. Le poids de son influence est basé sur ses ressources pétrolières qui lui permettent de jouer un rôle régulateur en ce qui concerne les cours mondiaux, et sur la situation géographique bordant à la fois la mer Rouge et le golfe Persique. L'Iran, lui, s'est éloigné de l'influence US

depuis le renversement du régime du Shah.

Quant au Qatar (10), il joue depuis les années 1990 un rôle actif, en concurrence avec l'Arabie saoudite. Cette émergence sur le plan diplomatique repose sur des bases économiques, en rapport avec l'exploitation des gisements de gaz. Dans la liste des pays selon les réserves prouvées en gaz naturel, le Qatar figure en troisième position, après la Russie et l'Iran, avec environ 12 % du total mondial. Pour les exportations, il figure en deuxième position derrière la Russie, avec également environ 12 % du total mondial. (Chiffres pour 2016 (11).) Dans ce domaine, il est lié à l'Iran, avec lequel il exploite conjointement un champ de gaz couvrant près de 10.000 km<sup>2</sup> d'eaux territoriales qataries et iraniens, et qui constitue à lui seul le plus grand champ au monde. La partie qatarie est dénommée North Field, ou North Dome, la partie iranienne, South Pars.

L'état du Qatar dispose de deux entités financières, le Fonds souverain et l'Autorité qatarie d'investissement (Qatar Investment Authority, QIA). La QIA a investi environ 335 milliards de dollars US dans le monde (12). Elle est le premier actionnaire du

groupe de médias Lagardère (avec 13,03 % du capital), le deuxième du groupe d'hôtellerie AccorHotels (10,3 %) derrière le chinois JinJiang International Holdings (12,5 %), et possède les grands magasins du Printemps. Elle détient aussi des participations minoritaires dans de nombreuses grandes entreprises françaises, dont Total, Vinci, Veolia Environnement, LVMH et Vivendi.

Sur le plan diplomatique, le Qatar met en œuvre une politique de soutien à des forces contestataires en Égypte, Libye, Syrie, Yémen. Il a ainsi favorisé l'intervention de l'OTAN contre Mouammar Kadhafi, ceci après avoir investi près de 10 millions de dollars US en Libye, principalement dans des projets de construction. Il était le premier pays à participer activement aux opérations militaires, et à reconnaître le Conseil national de

transition libyen, lequel dans un premier temps fit savoir que le Qatar était son principal partenaire. Cependant les relations avec le Conseil se sont ensuite détériorées, dans la mesure où le Qatar a apporté son soutien à des milices islamistes. En août 2011 est créé à Istanbul le Conseil national syrien avec comme principale composante les Frères musulmans, puis en novembre 2012 est

fondée au Qatar la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne (CNFROS), dont le Conseil national syrien fait partie. En septembre 2012 le Qatar appela devant l'Assemblée générale de l'ONU à une intervention militaire de pays arabes en Syrie. Dans un premier temps, les Frères musulmans syriens gardent l'influence prépondérante au sein de la Coalition nationale syrienne, mais en juillet 2013 est élu président Ahmad Assi Jarba, proche de l'Arabie saoudite.

Le principe d'un découpage de la Syrie en zones d'influence est déjà entré dans les mœurs depuis un



certain temps, avec l'instauration de "zones de désescalade" ("deconfliction zones", "de-escalation zones") qui concernent des zones tenues par des forces anti-Assad mais aussi la limite entre les zones d'influence respectivement pro-Assad/russe et US (c'est-à-dire en gros l'Euphrate). En 2017 a été créé aux USA un groupe d'experts dénommé Security Studies Group (Groupe

d'études en matière de sécurité - SSG). Son président est James Hanson qui, selon ses propres indications biographiques, « a servi dans les Forces spéciales de l'armée US et a conduit des opérations de contreterrorisme, de contre-insurrection, ainsi que diplomatiques, de renseignement et humanitaires dans plus d'une douzaine de pays » (13). Le SSG fournit au président Donald Trump ses services d'expertise sur divers sujets. En avril 2018 il a publié, au sujet de la Syrie, une "Proposition pour un protectorat international afin d'éviter un vacuum de pouvoir". Voici ce que prévoit ce plan (14):

« Le président Trump a proposé le retrait des forces américaines de la Syrie. Le présent plan indique une voie pour mettre cela en œuvre en créant un protectorat international [...].

[...] des troupes du Conseil de coopération du Golfe, sous commandement et contrôle et appui aérien US et d'autres alliés devraient instaurer un protectorat dans les régions sunnites. Plus au nord, des forces turques devraient être autorisées à contrôler le territoire à l'ouest de l'Euphrate, la région à l'est de l'Euphrate devrait être protégée pour nos alliés kurdes (YPG). »

La mise en œuvre concrète de la répartition subit diverses vicissitudes. Dernièrement, les USA ont annoncé qu'ils voudraient faire porter leurs efforts militaires prioritairement sur le nord-est de la Syrie, et qu'ils visent à impliquer des alliés arabes pour remplacer des troupes US. L'Arabie saoudite pourrait répondre positivement à cette sollicitation. Le "protectorat dans les régions sunnites" évoqué par la "proposition de protectorat" cède pour l'instant plutôt la place, au contraire, à une marge de manœuvre concédée à al-Assad. À ce sujet le journal *Washington Post* a publié début juillet de cette année, sous le titre "Il est temps de diviser la Syrie", un article d'un journaliste d'Arabie saoudite qui pousse jusqu'au bout le concept des zones de désescalade (15): « Assad peut garder ce qu'il contrôle, et les rebelles peuvent former des gouvernements locaux et établir une nouvelle entité. »

En ce qui concerne la Turquie, les tractations au sujet de Manbij ont manifestement été laborieuses. Les USA ont donné leur accord pour que des militaires turcs s'y installent, mais en maintenant celles-ci sous la tutelle de leurs propres militaires et, qui plus est, en poursuivant la coopération avec les FDS. La position adoptée par les USA à l'égard d'Afrin avait déjà laissé entrevoir la façon

dont ils manœuvrent, en tentant de créer des fissures au sein des FDS, entre les YPG et les autres composants. Sur ce dernier point, la situation à Manbij est confuse. Le Conseil militaire de Manbij est affilié aux FDS (16). À un moment où, en juillet de cette année, le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu affirme qu'une entente avait été établie avec le gouvernement US au sujet de Manbij, le porte-parole du Conseil militaire de Manbij, Sharfan Darwish, dément cette information, et précise (17): « Les déclarations turques constituent une façon d'exercer une pression et de créer la confusion à Manbij, ce qui a un impact sur sa stabilité. [...] Les YPG se sont retirés complètement après la libération de Manbij (18) et la Turquie sait qu'il n'y a pas d'YPG à Manbij, et la coalition (anti-EI) le sait. »

Quant à la région à l'est de l'Euphrate, la formule employée par la proposition citée plus haut reflète le flou entretenu: la phrase dit précisément que la région devrait être "protégée *pour* nos alliés kurdes (YPG)" ["protected *for* our Kurdish (YPG) allies"], et non pas "*par* nos alliés kurdes".

**La question de l'indépendance nationale, objet de multiples interprétations erronées**

Nous défendons le droit à l'autodétermination des peuples, qui comprend le droit à la constitution d'un état national propre. Néanmoins, dans le cadre du système capitaliste-impérialiste mondial, un tel état ne pourra nullement réaliser de façon intégrale ce qu'on désigne comme "l'indépendance nationale". En termes autant politiques qu'économiques, des multiples facteurs d'interconnexion, d'influences, de contraintes, limitent le degré d'indépendance. Cependant, ce constat ne remet pas en cause la nécessité, pour les nations opprimées, d'imposer l'exercice de leur droit à l'autodétermination.

Or, cette question donne parfois lieu à des positions politiques erronées, sous plusieurs aspects. C'est le cas quand certains mettent en avant la défense de la souveraineté de la Syrie face aux interventions impérialistes mises en œuvre par les USA et l'Europe, et en concluent qu'il faut soutenir le régime d'Assad. La solidarité anti-impérialiste correctement comprise exige certes de combattre les interventions impérialistes, mais n'implique nullement de soutenir un régime bourgeois ancré lui-même à l'intérieur du système capitaliste-impérialiste. Des états comme la Syrie sont insérés par de multiples liens dans le système impérialiste mondial, et défendre le régime revient à se faire

complice, directement ou indirectement, de telle ou telle fraction de la bourgeoisie impérialiste. En outre, dans le cas de la Syrie notamment, la position erronée est accompagnée d'une analyse selon laquelle la Russie n'aurait pas un caractère impérialiste et jouerait un rôle de contrepoids positif face aux USA. Par ailleurs, ceux qui présentent al-Assad sous un angle favorable en lui attribuant la vertu d'être un défenseur de la souveraineté de la Syrie, analysent le régime iranien de façon similaire et font passer à l'arrière-plan son caractère réactionnaire.

Voici un exemple, extrait d'une "Déclaration commune de 35 partis communistes et ouvriers", du 31 mai 2012 (19):

« Dans un contexte d'approfondissement de crise du capitalisme, l'impérialisme se lance dans une escalade militariste et interventionniste. Après avoir réformé son concept stratégique en 2010, ce qui représente un nouveau et dangereux bond qualitatif dans son ambition interventionniste [de l'impérialisme] -qu'illustre l'agression contre la Libye- les États-Unis et l'OTAN, dont l'UE est le pilier européen, cherchent à étendre leurs zones d'influence, défendent la course aux armements et les dépenses militaires, l'investissement

dans de nouvelles armes et leur réseau mondial de bases militaires. [...] L'OTAN comme principal instrument de l'impérialisme dans son objectif de domination mondiale, constitue une énorme menace pour la paix et la sécurité mondiales. »

Ici le terme impérialisme désigne par définition les États-Unis plus l'OTAN, à l'exclusion d'autres composantes. Parmi les signataires: le PCF, le Parti du Travail de Belgique, le Parti communiste d'Espagne, le Parti communiste des peuples d'Espagne, le Parti communiste de Grèce (KKE).

De surcroît, dans le cas concret, il découle d'une telle position la négligence voire l'abandon de la défense du droit à l'autodétermination des Kurdes. Par comparaison, le cas d'un autre peuple opprimé au Moyen-Orient, le peuple palestinien, est emblématique en ce qui concerne un large soutien international en faveur du droit à l'autodétermination. C'est que pour différentes raisons historiques et politiques, la Palestine ainsi que l'état d'Israël cristallisent des facteurs variés qui motivent des positions favorables aux Palestiniens, y compris des considérations géopolitiques de la part de forces réactionnaires.

On peut alors constater certaines ambiguïtés chez

des militants s'affirmant anti-impérialistes et qui s'offusquent de la coopération entre les YPG et des forces armées US alors qu'ils n'ont pas les mêmes hésitations en ce qui concerne l'éventail de forces politiques qui soutiennent, pour de motifs diverses, la lutte du peuple palestinien contre l'état sioniste d'Israël. En ce qui concerne le Qatar, auquel l'organisation palestinienne Hamas est fortement liée, ils ne se préoccupent pas- au même titre que pour la Syrie et l'Iran - de la place de ce pays dans le système capitaliste impérialiste. Notamment, depuis 1992 le Qatar est lié aux USA par un Accord de coopération en matière de défense, renouvelé en 2013 pour une durée de dix ans. Sur son territoire est située la base militaire aérienne d'Al Udeid, qui constitue la base US la plus importante au Moyen-Orient (20). Elle comprend le siège du Combined Air Operations Center (CENTCOM) ainsi que l'US Combined Air Operations Center (CAOC), lequel fait partie de l'US Air Force Central Command (AFCENT). Plus de 10.000 militaires y sont installés, plus de 120 avions opèrent à partir de là, les deux pistes sont les plus larges de la région et peuvent accueillir toute la gamme d'avions utilisés par l'armée US.

Il faut noter que cette vision erronée au sujet de la Russie et d'états adoptant des postures hostiles à divers degrés vis-à-vis des USA, est répandue au niveau international, et qu'elle sous-tend un rapprochement mutuel de certains régimes, dont entre autre le Venezuela. Ainsi on peut lire le passage suivant dans un communiqué de la Chancellerie vénézuélienne publié à l'issue d'une conversation téléphonique entre Hugo Chávez et Vladimir Poutine (21):

« Chávez et Poutine ont échangé des opinions et des informations autour des principaux thèmes de l'agenda géopolitique mondial, en se réjouissant du fait qu'il coïncidaient pleinement en ce qui concerne la défense de l'indépendance et de la souveraineté de la République arabe syrienne et de la République islamique de l'Iran, face à l'encerclement et l'ingérence de la part des puissances colonialistes. »

Ceux-là même qui couvrent de louanges Chávez, pour être le chantre d'un socialisme du 21<sup>e</sup> siècle (qui n'a de socialiste que le nom), montrent leur fidélité à la vision du monde formulée par leur idole en reprenant également à leur compte cette conception erronée de l'internationalisme anti-impérialiste.

La question de fond, c'est qu'il faut accepter le fait que l'orientation qui découlerait de notre propre analyse ne correspond pas forcément aux choix adoptés par les peuples concernés. Or c'est eux qui luttent, nous ne pouvons exiger qu'ils suivent nos consignes, qu'ils soient révolutionnaires selon nos propres conceptions. Il est certain cependant que, dans le cas des Kurdes de Syrie, ceux-ci mettent en œuvre un modèle démocratique qui dérange toutes les forces impérialistes et réactionnaires intervenant dans la région.

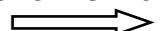
Ce ne sont pas les Kurdes qui aient sollicité l'intervention militaire US. Celle-ci est le produit des manigances mises en œuvre par les puissances impérialistes: tentatives de renverser le régime d'Assad par la fabrication d'abord d'une opposition pseudo-démocratique, puis de bandes réactionnaires fondamentalistes, jusqu'à l'État islamique (EI, ou Daesh). Dans ce contexte, les forces militaires US se sont imposées sur place. La coopération avec elles, de la part des YPG, est motivée par la menace que représente l'EI.

Voici ce que nous avons écrit dans un article antérieur (22):

« Les dirigeants politiques kurdes ne sont pas

des supplétifs de l'armée US. Ils n'ont jamais été dupes des intentions de l'administration américaine. Ils ont toujours su que l'aide militaire des USA est circonstancielle, qu'elle est dictée par leurs intérêts géostratégiques impérialistes propres et n'a rien à voir avec les buts politiques du peuple kurde et des autres peuples de la région. Ils savent que cette aide s'arrêtera quand les USA jugeront qu'elle est contraire à leurs intérêts. De même, ils n'ont aucune illusion sur les promesses des Russes de les associer au règlement politique général du conflit. Ils savent que Moscou ne s'opposera pas à Assad et à Erdogan dans leur objectif de nier leurs droits nationaux et démocratiques. »

Évidemment, qu'on considère qu'actuellement les responsables politiques et militaires qui orientent les YPG soient pleinement conscients des enjeux et adoptent des positions appropriées, cela ne fait pas disparaître le problème de fond, pour l'avenir immédiat. Quelles que soient les affirmations rhétoriques des uns et des autres, rien ne garantit jamais d'avance que les forces qui s'affirment progressistes ne dévient pas dans leur combat, vers les compromis conciliateurs, voire la soumission. Mais ces considérations ne changent rien à



notre devoir et notre détermination à soutenir les combattants kurdes en Syrie dans la lutte pour réaliser leurs objectifs légitimes.

## **Vive la lutte du peuple kurde pour sa liberté !**

**Vive la défense jusqu'au bout de Rojava,  
vive la lutte pour libérer à nouveau Afrin !**

## **À bas les états impérialistes sources des pillages et des guerres !**

### Notes

1. <http://rocml.org/wp-content/uploads/2017/10/ROCML-droits-des-peuples.pdf>
2. <http://www.rusnavyintelligence.com/article-point-sur-la-base-navale-russe-en-syrie-71288056.html>  
<http://www.janes.com/article/76773/russia-approves-expansion-of-syrian-naval-facility>  
<https://www.frstrategie.org/web/documents/publications/autres/2010/2010-facon-cm-presence-militaire-russe.pdf>
3. <https://fr.sputniknews.com/defense/201706111031793947-hmeimim-syrie-russie-tranformation/>  
<https://fr.sputniknews.com/international/201712111034267343-bases-russe-syrie-hmeimim-tartous/>  
<https://ctc.usma.edu/the-consequences-of-russias-counterterrorism-campaign-in-syria/>
4. <https://ctc.usma.edu/the-consequences-of-russias-counterterrorism-campaign-in-syria/>  
<https://lavoiedelepee.blogspot.fr/2017/09/tempeterouge-enseignements.html>
5. <https://www.newyorker.com/news/news-desk/putins-shadow-army-suffers-a-setback-in-syria>
6. <https://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2017/10/31/a-top-u-s-general-just-said-4000-american-troops-are-in-syria-the-pentagon-says-there-are-only-500/>  
<http://www.rudaw.net/english/analysis/18022018>
7. [http://orient-news.net/en/news\\_show/138956/0/AAs-map-of-US-bases-in-Syria-infuriates-Pentagon](http://orient-news.net/en/news_show/138956/0/AAs-map-of-US-bases-in-Syria-infuriates-Pentagon)
8. <https://www.globalsecurity.org/military/world/syria/army-war.htm>
9. *La Voix des Communistes*, mars-avril 2018 (page 18).  
[http://rocml.org/wp-content/uploads/2018/03/VDC23\\_web.pdf](http://rocml.org/wp-content/uploads/2018/03/VDC23_web.pdf)
10. <http://mediterraneanaffairs.com/qatar-s-foreign-policy-the-challenges-in-the-mena-region/>
11. [https://www.opec.org/opec\\_web/static\\_files\\_project/media/downloads/publications/ASB2017\\_13062017.pdf](https://www.opec.org/opec_web/static_files_project/media/downloads/publications/ASB2017_13062017.pdf)
12. <https://www.boursier.com/actualites/economie/que-possede-exactement-le-qatar-en-france-35994.html>
13. <https://securitystudies.org/staff-fellows/>
14. 8 avril 2018.  
<https://securitystudies.org/end-game-syria-executive-summary/>
15. Jamal Khashoggi: "It's time to divide Syria", *The Washington Post*, 3 juillet 2018.  
<https://www.washingtonpost.com/news/global-opinions/wp/2018/07/03/its-time-to-divide-syria/>
16. <https://thedefensepost.com/2018/06/08/us-coalition-manbij-military-council-assurances-derwish/>
17. 20 juillet 2018.  
<https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-syria-manbij/talk-of-turkish-u-s-control-in-syrias-manbij-premature-local-official-idUSKCN1IV1MU>
18. "Le destin de la Syrie repose sur Alep", 12 avril 2016:  
"Les FDS ont formé le Conseil militaire de Manbij, qui consiste en une unité turkmène et cinq unités arabes."  
<https://worldview.stratfor.com/article/fate-syria-rests-aleppo>
19. <http://levenissian.fr/Declaration-de-partis-communistes,1240>
20. <https://www.hsdl.org/?view&did=801664>  
<http://washington.embassy.qa/en/qatar-us-relations/security-and-defense>  
<https://edition.cnn.com/2017/06/05/middleeast/qatar-us-largest-base-in-mideast/index.html>
21. 17 janvier 2012.  
<http://www.psuv.org.ve/portada/putin-califico-chavez-ejercicio-democratico/>
22. *La Voix des Communistes*, mars-avril 2018 (page 18).

## Si on ne veut pas accueillir toute la misère du monde

### Cessons d'en piller les richesses !

Récemment la question migratoire est revenue d'actualité par la médiatisation du navire humanitaire Aquarius qui a sauvé d'une mort certaine plus de 600 migrants dont de nombreux enfants et femmes enceintes. Jusque-là rien de radicalement neuf, étant donné que depuis 2015 de nombreuses ONG réalisent des missions de sauvetage en méditerranée. Cependant, ce qu'il y a de nouveau du moins quant à sa franchise, c'est le rejet pur et simple de l'accueil des migrants de l'Aquarius par l'Italie en la personne de son ministre de l'intérieur d'extrême droite. Cependant il n'y a pas qu'en Italie que l'accueil des migrants sert de grain à moudre aux populistes et fascistes de toutes tendances. Ainsi on avait pu observer les agissements d'un groupe fasciste français à la frontière franco-italienne sur le col de l'Echelle dans les Hautes-Alpes se porter au-devant des migrants traversant les Alpes en plein hiver pour leur barrer la route et les faire s'en retourner en Italie. Ce genre d'agissement indigne, bien qu'il provienne d'un groupe fasciste connu et ait été filmé n'a cependant pas été condamné par le gouvernement français si ce n'est dans les mots. Aucun des militants d'extrême droite ayant participé à cette odieuse mascarade n'aurait été inquiété.

Aux États-Unis aussi l'administration Trump accentue sa guerre à l'immigration à la frontière mexicaine. Ainsi il n'aurait échappé à personne les images tragiques de ces enfants séparés de leurs parents par les gardes-frontières américains et placés dans des camps d'internement isolés de tout et sans contacts avec leurs proches en attendant d'être rejetés à la frontière.

Les politiques migratoires des états impérialistes et notamment occidentaux, européens et américains qui entretiennent dans l'opinion le rejet de l'autre, la peur de l'étranger, une invasion sous-jacente ou plus minorée d'un flux que nous ne serions pas en capacité de gérer sont un leurre qui masque l'origine réelle du problème migratoire à l'époque de l'impérialisme.

Les arguments « civilisationnels » ou raciaux de l'extrême-droite xénophobe invo-

quant une spoliation des habitants « de souche », les slogans populistes « America first » et autres sont clairement réactionnaires. Ils servent la bourgeoisie en sapant les bases de l'union de tous les travailleurs en tant que classe hors distinction de nationalité ou d'origine et lui permettent de neutraliser toute action unie du prolétariat contre ses exploiters. Ils sont à combattre



avec la plus grande fermeté comme une atteinte à la conscience de classe du mouvement ouvrier. Mais il est une autre rhétorique plus douce et plus politiquement correcte qui consiste à dire que « nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde ». Sous ses airs policés, cette phrase réduit au simplisme de la charité une question bien plus complexe et masque les contradictions internes de l'impérialisme.

Prenons l'exemple de la France : la France est la cinquième puissance économique mondiale pour 65 millions d'habitants seulement. Ses entreprises transnationales comme Total, Renault, Areva, etc. sont présentes aux quatre coins du globe. L'État français, et ces entreprises, pillent les ressources naturelles et humaines de plusieurs pays africains ex-colonies françaises. Ces pratiques néocoloniales empêchent une indépendance réelle de ces états ainsi que tout développement économique efficace des pays concernés. Toutes leurs richesses sont captées par les monopoles français, et les cadres techniques locaux qui eux aussi travaillent pour ces entreprises. Les immenses richesses naturelles couplées à une force de travail à bas coût et surexploitée produisent un énorme surprofit aux entreprises françaises qui leur sert à entretenir une couche relativement réduite d'ouvriers hautement qualifiés et une couche supérieure d'aristocratie ou-

vrière.

Une immense part de la richesse de la France et de ces entreprises provient donc de l'exploitation des ressources économiques de toutes sortes des pays africains mais aussi des guerres de rapines menées au Moyen-Orient comme en Syrie. Cette pratique est celle de toutes les grandes puissances impérialistes.

Il n'est donc pas difficile de comprendre que lorsque l'on s'accapare la quasi-totalité des richesses d'un pays donné ou d'un ensemble de pays, que l'on déstabilise politiquement tel ou tel état allant parfois jusqu'à la guerre pour satisfaire encore un peu plus les appétits de son capitalisme national, les populations des pays concernés se retrouvent réduites à une misère sans nom, exposées à une exploitation capitaliste sauvage et à la guerre.

En parallèle à cela les états sous domination impérialiste en Afrique mais aussi en Asie et en Amérique latine voient se développer chez eux aussi un capitalisme national qui détruit les anciennes formes d'organisation de la société aussi bien politiques qu'économiques. On voit donc se dérouler le même phénomène qu'en Europe au XIXème siècle : destruction de la petite économie paysanne et artisanale remplacée par une agriculture utilisant une technique moderne entre les mains de quelques grands propriétaires fonciers et une grande industrie basée elle aussi sur une technique moderne et concentrée dans de grands centres de production. La décomposition de ce système économique fondé sur la petite exploitation agricole et l'artisanat entraîne naturellement une paupérisation des habitants des pays concernés, paupérisation encore accentuée par l'oppression impérialiste subie par ces pays. Tous ces facteurs font naître inévitablement une émigration importante de populations depuis les pays spoliés vers les puissances qui les exploitent.

La vampirisation des richesses de pays comme le Mali, la Centrafrique, le Maroc etc. par la France aspire de ce fait, comme un appel d'air, les miséreux qu'elle a créés vers la métropole impérialiste.

La vague d'immigration que connaissent l'Europe et la France actuellement est donc la conséquence directe non seulement du

développement du capitalisme dans les pays d'origine de cette immigration mais aussi des pratiques impérialistes néo-colonialistes des puissances européennes en Afrique et au Moyen-Orient.

La domination des puissances impérialistes va de pair avec des conflits inter-impérialistes, ce qui fait que dans diverses régions du monde les populations sont victimes non pas d'une unique puissance extérieure, mais subissent l'oppression et l'exploitation qu'incarne collectivement le système impérialiste. Par ailleurs, en ce qui concerne l'Union européenne, elle constitue un bloc impérialiste, dont les états membres, grands et petits, partagent le caractère. Tout cela fait que du point de vue des victimes, les marchandages entre les états impérialistes qui se renvoient la balle entre eux où qui posent en donneurs de leçons moralisateurs les uns par rapport aux autres, sont dépourvus de sens.

Réduire cette problématique à la question de leur accueil charitable ou de leur rejet xénophobe c'est masquer les causes réelles de la situation actuelle sur la migration au niveau mondial, c'est faire le jeu de sa bourgeoisie et de l'impérialisme, légitimer leur oppression économique et politique des millions de travailleurs dans les pays opprimés.

Pour régler le « problème de l'immigration », il faut mettre fin au capitalisme. Dans la société capitaliste, les marxistes léninistes défendent la libre circulation. Tout immigré doit pouvoir se déplacer librement et avoir les mêmes droits que les populations des pays d'accueil. Ils défendent le principe du travail égal salaire égal aussi dans le cas de l'immigration. Les intérêts de la classe ouvrière sont les mêmes quelle que soit la nationalité. Les travailleurs immigrés doivent s'organiser au sein des organisations de classe du pays : association, syndicat et parti politique. Pour cette raison, nous luttons contre toute sorte de racisme, de chauvinisme et de communautarisme.

**Libre circulation pour tous les travailleurs !**

**Travailleurs du monde entier unissons-nous contre le capitalisme-impérialisme !**